

Cote du document: EB 2015/114/R.6/Rev.1
Point de l'ordre du jour: 5 a)
Date: 1^{er} avril 2015
Distribution: Publique
Original: Anglais

F



Investir dans les populations rurales

République d'El Salvador

Programme d'options stratégiques
pour le pays

Note pour les représentants au Conseil d'administration

Questions techniques:

Glayson Ferrari dos Santos
Chargé de programme de pays
téléphone: (+502) 23843100
courriel: g.ferraridossantos@ifad.org

Responsables:

Transmission des documents:

Deirdre McGrenra
Chef du Bureau des organes
directeurs
téléphone: +39 06 5459 2374
courriel: gb_office@ifad.org

Conseil d'administration — Cent quatorzième session
Rome, 22-23 avril 2015

Pour: Examen

Table des matières

Carte du pays indiquant les zones d'intervention du FIDA	iii
Résumé de la stratégie pour le pays	iv
I. Introduction	1
II. Le contexte du pays	1
A. Économie, agriculture et pauvreté rurale	1
B. Politiques, stratégies et contexte institutionnel	4
III. Enseignements tirés de l'expérience du FIDA dans le pays	5
A. Résultats, impact et performance des opérations antérieures	5
B. Enseignements tirés	6
IV. Cadre stratégique du FIDA pour le pays	7
A. Avantage comparatif du FIDA	7
B. Objectifs stratégiques	7
C. Perspectives d'innovation	8
D. Stratégie de ciblage	8
E. Articulation au niveau des politiques	9
V. Gestion du programme	9
A. Gestion du COSOP axé sur les résultats	9
B. Gestion du programme de pays	9
C. Partenariats	10
D. Gestion des savoirs et communication	10
E. Cadre de financement SAFFP	11
F. Risque et gestion des risques	12
Appendices	
I. Proceso de consulta del COSOP (Processus de consultation du COSOP)	1
II. Country economic background (Situation économique du pays)	3
III. Marco de gestión de los resultados del COSOP–BR (Cadre de gestion des résultats du COSOP axé sur les résultats)	5
IV. Previous COSOP results management framework (Cadre de gestion des résultats du précédent COSOP)	9
V. CPE agreement at completion point (Accord conclusif de l'EPP)	10
VI. Project pipeline: concept note (Réserve de projets: note conceptuelle)	13

Dossiers clés

Dossier clé 1: La pobreza rural y las cuestiones relativas a los sectores agrícola y rural (Pauvreté rurale et secteur agricole et rural)	23
Dossier clé 2: Matriz de organizaciones (Matrice des organisations [Analyse des forces, faiblesses, possibilités et menaces])	25
Dossier clé 3: Iniciativas complementarias de otros financiadores/potencial de alianzas (Initiatives complémentaires de donateurs/possibilités de partenariat)	30
Dossier clé 4: Identificación del grupo objetivo, cuestiones prioritarias y posible actuación (Identification du groupe cible, questions prioritaires et options envisageables)	33

Carte du pays indiquant les zones d'intervention du FIDA



Source: FIDA: 30/09/2014

Les appellations figurant sur cette carte et sa représentation graphique ne constituent en aucun cas une prise de position du FIDA quant au tracé des frontières ou limites, ou aux autorités de tutelle des territoires considérés.

Résumé de la stratégie pour le pays

1. La petite économie ouverte d'El Salvador – troisième pays d'Amérique centrale en superficie après le Guatemala et le Costa Rica – est en pleine transformation structurelle.
2. La pauvreté a reculé entre 2000 et 2013, le pourcentage de ménages touchés par la pauvreté étant tombé de 38,8% à 29,6 pour cent, notamment du fait de la réduction de la pauvreté rurale d'environ 18% pendant cette période. L'indice de développement humain d'El Salvador a légèrement progressé, passant de 0,657 en 2011 à 0,660 en 2013.
3. L'un des principaux instruments de lutte contre la pauvreté rurale est le Plan de Agricultura Familiar (Plan pour l'agriculture familiale), lancé par le gouvernement salvadorien en 2011. Ce plan vise à donner un coup de fouet à la production et la productivité agricoles et à améliorer les conditions de vie des familles rurales pauvres. Le nouveau gouvernement, qui a pris les rênes du pays en juin 2014, entend renforcer davantage le Plan pour l'agriculture familiale.
4. Étant donné que la période visée par le présent programme d'options stratégiques pour le pays axé sur les résultats (COSOP-AR) coïncide avec la durée du mandat de l'administration en place, le FIDA et le gouvernement, par l'intermédiaire du Ministère de l'agriculture et de l'élevage, ont récemment entamé un dialogue en vue d'aligner la stratégie du Fonds sur les priorités et les politiques fixées par le gouvernement pour la période 2015-2019.
5. L'avantage comparatif du FIDA en El Salvador tient au fait qu'il est expérimenté et spécialisé dans les programmes qui intègrent la dimension structurelle des questions rurales et adoptent des approches intégrées pour obtenir des résultats et des effets tangibles en matière de développement rural et de réduction de la pauvreté.
6. Bien en prise sur le contexte socioéconomique et politique d'El Salvador et fondé sur un dialogue auquel ont participé plus de 130 représentants clés de neuf secteurs socioéconomiques, notamment le Ministère de l'agriculture et de l'élevage, le COSOP-AR 2015-2019 vise à réduire la pauvreté rurale en favorisant la génération de richesses à l'intention des exploitants familiaux et l'amélioration de leurs conditions de vie, dans le cadre des objectifs stratégiques ci-après:
 - Objectif stratégique 1: Améliorer l'accès des exploitants familiaux aux ressources, aux technologies et aux informations, afin qu'ils puissent pratiquer une agriculture plus durable et mieux s'adapter au changement climatique.
 - Objectif stratégique 2: Promouvoir l'autonomisation économique des jeunes, des femmes rurales et des peuples autochtones.
 - Objectif stratégique 3: Appuyer les efforts déployés par le gouvernement pour rendre les dépenses et les investissements publics dans les zones rurales plus efficaces, plus efficaces et plus équitables.
7. Ces objectifs seront atteints par les moyens suivants: utilisation fructueuse des prêts, des dons et de l'assistance technique du FIDA, mise en œuvre d'initiatives par le gouvernement et d'autres partenaires et donateurs, notamment les organisations sociales, et participation active des organisations des populations rurales.

République d'El Salvador

Programme d'options stratégiques pour le pays

I. Introduction

1. El Salvador est un pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure; dans le classement des pays en fonction du produit intérieur brut (PIB), son économie est au 100^e rang sur 190¹. En 2013, le budget public s'élevait à 4 505,3 millions d'USD, dont une enveloppe de 72,9 millions d'USD², soit 1,62% du total, allouée au Ministère de l'agriculture et de l'élevage. Les dépenses réalisées par le Ministère de l'agriculture et de l'élevage et les autres ministères dans les zones rurales ont légèrement augmenté pendant la période 2001-2013, mais elles restent cependant faibles pour un pays dont une grande partie de la population pauvre est concentrée dans ces zones.
2. Le FIDA a accumulé une expérience considérable pendant près de 30 ans de travail et de coopération dans le pays et a contribué directement et indirectement à la mobilisation de ressources destinées à financer l'élimination des obstacles structurels au développement et à l'éducation des populations rurales pauvres. Ces résultats ont été obtenus grâce à la participation active des populations, des organisations de producteurs et des organisations sociales et grâce aussi à la coordination avec les organismes publics, les organisations de coopération internationale, la société civile et, plus récemment, le secteur privé.
3. En parallèle à l'élaboration du présent programme d'options stratégiques pour le pays axé sur les résultats (COSOP-AR), la nouvelle administration d'El Salvador s'apprête à produire le Plan de développement 2015-2019 "El Salvador: Productif, Instruit et Sûr", lequel vise à promouvoir un développement qui intègre l'ouverture sociale et la solidarité et privilégie l'accroissement de la productivité dans le secteur agricole et le soutien des exploitants familiaux. Le FIDA et le gouvernement, par l'intermédiaire du Ministère de l'agriculture et de l'élevage, entretiennent un dialogue permanent afin que la stratégie du FIDA soit alignée sur les priorités et les politiques fixées par le gouvernement pour la période 2015–2019.

II. Le contexte du pays

A. Économie, agriculture et pauvreté rurale

Contexte socioéconomique national

4. Ces dernières décennies, El Salvador a traversé une période de bouleversements institutionnels et économiques structurels qui ont modifié la performance globale de l'économie, remodelé la structure des autorités nationales et rendu les relations sociales plus complexes. Les principaux facteurs à l'origine de ces changements sont notamment l'intensification de la mondialisation économique et de la migration et l'accroissement du flux de fonds envoyés par les migrants.
5. El Salvador est devenu un pays urbain. En 2013, sa population totale était de 6,3 millions d'habitants, dont 37,8% vivaient en zone rurale. La même année, les femmes représentaient 51% de la population rurale; en 2010, les populations autochtones représentaient 0,2% de la population totale³.
6. Pendant plus de dix ans, la petite économie ouverte d'El Salvador est restée piégée dans un cycle de croissance faible qui a freiné la création d'emplois de bonne

¹ Données de la Banque mondiale pour 2013.

² Ministère des finances. 2013. *Guía del Presupuesto General del Estado para el Ciudadano 2013*.

³ Commission économique des Nations Unies pour l'Amérique latine et les Caraïbes (CEPALC). 2014. *Los Pueblos Indígenas en América Latina: Avances en el último decenio y retos pendientes para la garantía de sus derechos*. Santiago du Chili.

qualité. Pendant la période 2001-2013, l'économie a affiché un taux de croissance réelle annuel du PIB par habitant de 1,9% et du revenu national brut (RNB) par habitant de 1,19%. Plusieurs études ont montré que cette croissance médiocre était directement liée à une faible productivité économique globale et sectorielle, ainsi qu'au crime et à l'insécurité qui ont des coûts économiques et sociaux colossaux et qui, de plus, détériorent le climat de l'investissement.

7. Selon la Banque mondiale, en 2011, le coût direct du crime en El Salvador s'est chiffré à 2 010 millions d'USD, soit l'équivalent de 10,8% du PIB annuel⁴. Par le passé, la violence touchait davantage les zones urbaines et les hommes que les zones rurales et les femmes, mais le modèle s'est inversé. En 2013, 54% des incidents violents se sont produits dans des zones rurales et le taux d'homicide parmi les femmes est passé de 7,4 décès pour 100 000 femmes en 2009 à 19,1 en 2013. Pendant la même période, 55% de tous les homicides ont concerné des jeunes de 20 à 29 ans.

Secteur agricole et environnement

8. Le secteur agricole a enregistré une croissance faible, notamment du fait de la crise qui a secoué les exportations agricoles traditionnelles, en particulier le café. L'insuffisance des investissements privés nationaux et étrangers et l'aggravation de la vulnérabilité de l'environnement ont également eu des incidences négatives sur la production agricole. La forte volatilité des prix (à la fois des intrants et des produits) a créé un climat d'incertitude croissante et rendu les investissements dans le secteur moins intéressants. Cependant, malgré ces signaux peu favorables et la migration qui les a accompagnés, la part de l'agriculture dans le PIB total s'est maintenue à environ 10% pendant la période 2001-2013. Ce résultat s'explique en partie par une augmentation de 47,98% de la valeur ajoutée réelle par travailleur agricole pendant cette période, imputable à une mécanisation sélective et à l'expansion des cultures à forte intensité de capital.
9. En 2010, le secteur agricole a commencé à montrer des signes de reprise, à la suite de la mise en œuvre de nouvelles politiques agricoles, en particulier le Plan de Agricultura Familiar (Plan pour l'agriculture familiale), et de politiques de crédit en faveur de la production agricole, et grâce à une intensification de l'assistance technique. Ces dernières années, la production d'aliments, en particulier les céréales de base, les fruits et les légumes, a progressé, contribuant à la réduction des importations de denrées et à l'amélioration de la sécurité alimentaire.
10. Le changement climatique et l'accentuation de la variabilité climatique font partie des plus gros défis auxquels l'agriculture salvadorienne doit faire face. El Salvador est l'un des pays du monde les plus exposés aux phénomènes extrêmes. Les sécheresses récurrentes, en particulier dans la région orientale (le "couloir aride"), provoquent des pertes, notamment au détriment des petits producteurs céréaliers⁵. Par exemple, selon les projections du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat, la hausse des températures entraînera une baisse des rendements du maïs en El Salvador de 30%.
11. Selon le recensement agricole de 2008, El Salvador comptait quelque 400 000 unités de production, dont 98% d'unités familiales pratiquant une agriculture de subsistance sur des exploitations de moins de 3 hectares. Divers programmes de distribution des terres mis en œuvre durant ces 60 dernières années ont favorisé une augmentation du nombre d'exploitations et une diminution de leur surface moyenne. La précarité des droits fonciers constitue toujours un

⁴ Banque mondiale. 2011. *Crime and Violence in Central America: A Development Challenge*. Washington, D.C.: Banque mondiale, Département du développement durable et Unité Réduction de la pauvreté et gestion économique, Région Amérique latine et Caraïbes.

⁵ La sécheresse de 2001 a causé des dégâts et des pertes d'un montant équivalant à 31,4 millions d'USD, dont 81% dans le secteur agricole. En 2005, les dégâts et les pertes imputables à l'ouragan Stan se sont élevés à 355,6 millions d'USD, dont 48,7 millions d'USD (13,7%) dans le secteur agricole. Le dernier phénomène météorologique, qui s'est produit en 2012, a entraîné des pertes d'un montant de 306,2 millions d'USD dans le secteur agricole.

problème bien que des progrès importants aient été accomplis à cet égard au cours des cinq dernières années.

Caractéristiques de la population rurale

12. Dans les zones rurales d'El Salvador, deux générations coexistent: les agriculteurs traditionnels campesinos; et les jeunes, qui, par leur style de vie, leurs opinions, leurs modèles de consommation et leurs aspirations, sont de plus en plus proches de la société urbaine, voire internationale. Les jeunes ruraux sont plus instruits que leurs aînés et ont moins envie qu'eux de travailler dans la production et les activités agricoles traditionnelles, en partie du fait de la faible rentabilité de ces activités et en partie du fait des changements culturels qui se sont produits dans le pays. Cependant, les jeunes sont intéressés par la conduite d'activités durables dans le secteur de l'agriculture à forte valeur ajoutée.
13. La situation est difficile pour les jeunes des zones rurales d'El Salvador. Un grand nombre d'entre eux vivent dans des conditions de pauvreté et de grande vulnérabilité compte tenu des difficultés qu'ils rencontrent pour entrer sur le marché officiel du travail et dans le système éducatif. En général, les jeunes ruraux ne disposent pas non plus des moyens productifs et financiers requis pour lancer des entreprises durables. De plus, ces dernières années, les jeunes ont fait partie des principales victimes de la violence et de l'insécurité qui règnent dans les campagnes. Face à un tel scénario, de nombreux jeunes – probablement les plus instruits et ceux qui ont la meilleure expérience technique/professionnelle – choisissent de migrer. Cependant, certains préféreraient rester dans les zones rurales et, pour beaucoup d'autres, la migration n'est pas une option. Malheureusement, la question des jeunes ruraux n'a guère été prise en compte lors de la conception des politiques publiques destinées aux populations rurales.

Pauvreté rurale

14. Entre 2000 et 2013, la pauvreté en El Salvador a reculé, la proportion de ménages pauvres étant tombée de 38,8% à 29,6%. Cette tendance a résulté en grande partie de la réduction de la pauvreté rurale, qui a baissé de près de 18%, passant de 53,7% à 36,0% pendant la même période. La pauvreté urbaine elle aussi a légèrement reculé, passant de 29,9% à 26,2%.
15. La réduction de la pauvreté a été plus marquée dans les ménages touchés par l'extrême pauvreté, en particulier dans les zones rurales. L'extrême pauvreté dans le pays est tombée de 19,2% en 2000 à 7,1% en 2013, principalement du fait du fort recul observé dans les zones rurales, où elle est passée de 30,9% à 9,8%.
16. La réduction de la pauvreté rurale est liée en grande partie à l'accroissement du revenu réel des ménages ruraux entre 2001 et 2013. Les revenus ruraux ont augmenté de 55%, alors que le prix du panier de produits de base n'a progressé que de 29% pendant la même période. Les envois de fonds représentaient en moyenne 52% des revenus des ménages ruraux, ce qui souligne l'importance de ces ressources dans l'économie d'une famille. La mise en œuvre de politiques d'appui au secteur agricole et le lancement de nouveaux programmes sociaux en faveur des ruraux pauvres ont aussi contribué au recul de la pauvreté rurale.
17. La pauvreté touche plus particulièrement les catégories vulnérables de la population, notamment les peuples autochtones, les enfants, les jeunes, les femmes et les personnes âgées: 38% des jeunes ruraux âgés de 18 à 35 ans vivent dans la pauvreté et 42% des femmes rurales sont pauvres. La grande majorité des peuples autochtones vit dans la pauvreté.
18. La pauvreté est étroitement corrélée à la vulnérabilité face au changement climatique; les municipalités les plus pauvres sont généralement les plus vulnérables face au changement climatique.
19. El Salvador a aussi enregistré un recul de l'inégalité des revenus. Le coefficient de Gini est passé de 0,53 en 2001 à 0,40 en 2013. Les principaux facteurs de ce recul

sont l'introduction du Système de protection sociale universelle, l'application de mesures fiscales et l'accroissement des revenus, imputable en grande partie aux envois de fonds.

B. Politiques, stratégies et contexte institutionnel

Contexte institutionnel national

20. Depuis 2009, le gouvernement met en œuvre des politiques visant à appuyer le secteur agricole, notamment de nouveaux programmes sociaux conçus tout particulièrement à l'intention des ruraux pauvres.
21. En 2011, le gouvernement a lancé le Plan pour l'agriculture familiale, qui est le principal instrument politique public mis en œuvre pour donner un coup de fouet à la production et la productivité agricoles et améliorer les conditions de vie des familles rurales pauvres. Conçu dans le cadre d'un processus consultatif englobant le secteur privé et la société civile, et exécuté par le Ministère de l'agriculture et de l'élevage, le Plan a pour objectif principal de réduire la pauvreté rurale en favorisant la génération de richesses et l'amélioration des conditions de vie à l'intention des ménages d'exploitants familiaux de zones prioritaires. Il vise aussi à doper la compétitivité de l'agriculture nationale et, à cet effet, encourage le développement et l'expansion des activités des producteurs novateurs au moyen de mécanismes favorisant la génération d'idées et la mise au point de nouvelles technologies.
22. L'approche du Plan pour l'agriculture familiale consiste fondamentalement à répondre à la demande du marché, à mettre en place des filières de production pour garantir la viabilité économique et à créer un groupe diversifié et durable d'entrepreneurs agraires. Le Plan privilégie l'appui à dix filières productives qui ont le potentiel de générer richesses et développement au profit des familles: céréales de base, miel, aquaculture, fruits, élevage, légumes, café, cacao, artisanat et tourisme rural à assise communautaire.
23. Le changement climatique constitue une autre priorité pour le gouvernement, qui élabore actuellement un plan directement lié à l'agriculture et au développement rural. Le gouvernement a placé au rang des priorités: i) l'intégration de la question du changement climatique dans les politiques nationales; ii) l'adaptation et la diversification des secteurs de l'agriculture, de la foresterie et de l'agroforesterie; iii) l'adaptation généralisée des ressources en eau au changement climatique; et iv) la création au niveau national des conditions et des capacités nécessaires pour faire face au changement climatique.
24. En avril 2012, l'Assemblée législative d'El Salvador a adopté un amendement à l'article 63 de la Constitution du pays. L'amendement qui vise à faire reconnaître officiellement l'existence des peuples autochtones a été ratifié en juin 2014. Le gouvernement est également convenu d'adopter des politiques garantissant le maintien et le développement de l'identité ethnique et des moyens d'existence des peuples autochtones.
25. Une évaluation de la performance en matière de dépenses publiques et responsabilité financière conduite en 2013⁶ a conclu que la gestion des finances publiques en El Salvador était satisfaisante à la plupart des égards. Toutefois, l'étude a recensé des faiblesses dans la vérification des comptes et les contrôles internes. Pour atténuer le risque fiduciaire pesant sur les projets financés par le FIDA en cours d'exécution, des organisations internationales ont été chargées d'assurer un appui à la gestion des ressources et aux processus de passation de marchés.

Harmonisation et alignement

26. Le Plan quinquennal de développement 2015-2019 attache une importance particulière à l'amélioration de la productivité dans le secteur agricole et au soutien

⁶ Par ACE International Consultants, avec un financement de l'Union européenne.

de l'agriculture familiale et du secteur coopératif. Le FIDA et le ministère de l'agriculture et de l'élevage s'emploient à aligner la stratégie du FIDA sur les priorités et les politiques fixées par le gouvernement pour la période 2015-2019.

27. La stratégie du FIDA est harmonisée et cohérente avec les questions prioritaires et les objectifs généraux définis par le gouvernement en matière de développement rural. Les objectifs stratégiques et les orientations définis dans le COSOP-AR se rattachent parfaitement et correspondent aux principaux objectifs et stratégies du Plan pour l'agriculture familiale et de la politique du Ministère de l'économie pour la diversification et la transformation de la productivité. Ces objectifs sont notamment l'amélioration de la production alimentaire, de la sécurité alimentaire et des revenus nets des familles rurales et l'accroissement de la productivité agricole, la priorité étant donnée à l'innovation et la transformation pour favoriser la compétitivité, à la protection de l'environnement et à la résilience face au changement climatique et aux phénomènes extrêmes.
28. Le FIDA et le gouvernement s'accordent à reconnaître que la réduction régulière et durable de la pauvreté rurale en El Salvador passe obligatoirement par la mise en œuvre d'une stratégie de développement rural d'ensemble qui s'attaque aux dimensions structurelles de la pauvreté et associe des mesures à court terme permettant de protéger les familles rurales pauvres et d'augmenter la production agricole destinée à la consommation du ménage à des mesures à moyen terme visant à diversifier la production et à accroître la valeur ajoutée dans les secteurs de l'agriculture, de la foresterie, de l'aquaculture, du tourisme et de l'artisanat ainsi que dans d'autres secteurs économiques, afin de donner un coup de fouet à la productivité dans les zones rurales. Ces buts seront atteints par les moyens suivants: innovation, transfert de connaissances et de technologies et apport d'actifs pour améliorer les conditions de vie en milieu rural des jeunes, des femmes et des exploitants familiaux regroupés dans des coopératives et des associations de producteurs, et les conditions de vie des peuples autochtones, du fait d'un accroissement sensible de la rentabilité de leurs activités économiques.

III. Enseignements tirés de l'expérience du FIDA dans le pays

- A. Résultats, impact et performance des opérations antérieures
 29. Depuis 1985, le FIDA a financé neuf projets en El Salvador, pour un montant total de 279,2 millions d'USD, dont 125 millions d'USD ont été fournis par le Fonds et 135,5 millions d'USD par d'autres donateurs et le gouvernement. Quelque 128 000 ménages ont bénéficié de ces projets. Le pays a également reçu 21,8 millions d'USD sous la forme de dons, dans le cadre de programmes régionaux exécutés avec des partenaires spécialisés.
 30. Les projets du FIDA déjà achevés ont ciblé leur appui sur les populations rurales composées essentiellement d'agriculteurs familiaux et d'entrepreneurs résidant dans des municipalités particulièrement touchées par la pauvreté. Les projets du FIDA ont aussi visé à répondre aux besoins générés par 12 ans de conflit armé interne et ont contribué au processus de reconstruction qui a suivi les séismes de 2001.
 31. Trois projets sont en cours d'exécution: le Projet de développement rural et de modernisation pour la région Est, dont le financement s'élève à 22,2 millions d'USD, porte sur l'amélioration des revenus et des conditions de vie de 6 600 ménages; le Projet de développement rural et de modernisation pour les régions Central et Paracentral, qui est assorti d'un investissement de 38,4 millions d'USD, met l'accent sur l'accroissement de la productivité, l'accès au marché et la sécurité alimentaire et cible 6 600 ménages; et le Programme d'appui à la compétitivité des territoires ruraux, financé à hauteur de 36,6 millions d'USD, a pour objectif de stimuler l'emploi et de favoriser la génération de revenus à

l'intention de 40 000 ménages. Le nombre total de ménages bénéficiaires se chiffre actuellement à 53 200, pour un investissement global de 97,2 millions d'USD.

32. Les résultats du Projet de réhabilitation et de développement dans les régions dévastées par la guerre du Département de Chalatenango (PROCHALATE) ont été particulièrement importants: grâce au projet, plus de 5 000 prêts, d'un montant total approximatif de 3 millions d'USD, ont été consentis à quelque 3 000 producteurs et microentrepreneurs.
33. Le Projet de développement agricole dans les petites exploitations de la région Paracentral, qui, pour mieux répondre aux besoins des femmes rurales, prévoyait la mise en œuvre d'une stratégie fondée sur une formation et une sensibilisation approfondies des bénéficiaires potentiels et du personnel des organismes publics et du projet, a été considéré comme un modèle de réussite dans la région Amérique latine et Caraïbes.
34. Traditionnellement, les projets du FIDA sont mis en œuvre par des unités d'exécution ad hoc placées sous la tutelle du Ministère de l'agriculture et de l'élevage, l'appui à la gestion des ressources étant assuré par des organisations internationales.

B. Enseignements tirés

35. Les enseignements que le FIDA a tirés de son expérience dans le pays sont les suivants:
 - a) Il faut que les projets continuent à appliquer une approche globale, tout en intégrant une vision à moyen et à long terme et en perfectionnant les mécanismes de ciblage qui permettent de rattacher les bénéficiaires à des actions et des activités spécifiques des projets.
 - b) Il a été démontré que la participation d'organisations locales et d'organisations de producteurs constituait un facteur essentiel de réussite ou d'échec. Il convient que la conception et l'exécution des projets tiennent compte des différences locales/régionales et favorisent la participation des organisations sociales et des organisations de producteurs locales à toutes les étapes du cycle de projet. Les projets doivent aussi promouvoir la création de nouvelles organisations et renforcer celles qui existent partout où les organisations sont inexistantes ou faibles.
 - c) Il faut que la conception et l'exécution des projets tiennent compte de l'ensemble des changements structurels, culturels et institutionnels survenus dans le pays et des aspirations, intérêts et besoins spécifiques des différents groupes de participants, en particulier les jeunes, les femmes et les peuples autochtones. Cette prise en compte doit se traduire par des mesures d'incitation et des actions novatrices concrètes, qui soient à même de susciter et de faciliter la pleine participation de ces groupes cibles prioritaires aux projets financés par le FIDA.
 - d) De plus, l'expérience a démontré qu'une formation et une sensibilisation approfondies des bénéficiaires potentiels, du personnel de projet et des fonctionnaires participant directement à l'exécution des projets ou assumant une responsabilité à cet égard, revêtaient de l'importance.
 - e) Les partenaires du financement et de l'exécution des projets sont précieux, et le FIDA doit continuer à faire appel à eux, notamment les partenaires issus du secteur des entreprises formelles, les prestataires de services d'assistance technique et les institutions financières, car il a été prouvé que leur participation contribuait à promouvoir une amélioration durable des revenus et des conditions de vie des exploitants familiaux et des entrepreneurs ruraux, y compris les jeunes et les femmes.

- f) Les projets étant exécutés par des unités ad hoc, les ressources humaines des projets achevés peuvent facilement être mutées dans les nouveaux projets. En revanche, cela n'a pas permis au personnel formé d'être intégré dans les institutions nationales, ce qui représente une occasion manquée de renforcer ces institutions.

IV. Cadre stratégique du FIDA pour le pays

A. Avantage comparatif du FIDA

36. L'avantage comparatif du FIDA en El Salvador tient au fait qu'il est expérimenté et spécialisé dans le traitement des problèmes selon une perspective structurelle et dans la mobilisation de deux instruments de financement complémentaires – les prêts et les dons – qui favorisent l'adoption d'approches novatrices et globales aux fins de la mise en œuvre de stratégies de développement rural et de lutte contre la pauvreté efficaces.
37. Le FIDA est capable de reproduire à plus grande échelle des modèles novateurs conçus par des partenaires d'exécution et d'évaluer l'efficacité de ces modèles dans la pratique, en vue de proposer – dans le cadre de la concertation sur les politiques – la poursuite de la reproduction à plus grande échelle.
38. Le FIDA est également capable de participer aux dialogues sectoriels, ainsi qu'il le fait dans divers forums politiques (Groupe de dialogue sur les questions rurales, Commission sur l'agriculture familiale et Conseil de la coopération agricole), groupes de participation sociale (Conseil des femmes rurales, Réseau national de la jeunesse rurale) et forums consacrés au développement des entreprises avec des partenaires stratégiques (Fondation des entrepreneurs pour l'action sociale, Walmart et Superselectos).
39. Les dons parrainés par le FIDA renforcent considérablement l'efficacité de son programme de pays et de la concertation sur les politiques tant au niveau national que régional, s'agissant de questions essentielles telles que la politique fiscale avec l'Institut centraméricain des études fiscales, l'accès aux marchés et à l'exportation avec la Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes (CEPALC) et l'Association des exportateurs guatémaltèques, l'autonomisation économique des femmes avec l'Entité des Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes (ONU-Femmes) et l'amélioration des politiques publiques avec le Centre latino-américain pour le développement rural.
40. Les représentants du gouvernement salvadorien ont indiqué qu'ils souhaitaient que le FIDA devienne un partenaire stratégique de la mise en œuvre du Plan pour l'agriculture familiale.

B. Objectifs stratégiques

41. Compte tenu des priorités nationales et de l'expérience et l'avantage comparatif du Fonds, la stratégie que le FIDA adoptera en El Salvador pour la période 2015-2019 visera à réduire la pauvreté rurale en favorisant la génération de revenus des exploitants familiaux et l'amélioration de leurs conditions de vie, dans le cadre des objectifs stratégiques ci-après:
- Objectif stratégique 1: Améliorer l'accès des exploitants familiaux aux ressources, aux technologies et aux informations, afin qu'ils puissent pratiquer une agriculture plus durable et mieux s'adapter au changement climatique. À cet effet, il faudra proposer et diffuser des informations, des outils et des mesures d'incitation qui favorisent le développement durable des activités productives des exploitants familiaux, en facilitant l'accès au crédit et à l'assistance technique, en encourageant le recours aux technologies d'adaptation au changement climatique et en renforçant l'aptitude à innover pour tirer parti des possibilités et surmonter les obstacles.

- Objectif stratégique 2: Promouvoir l'autonomisation économique des jeunes, des femmes rurales et des peuples autochtones en appuyant le développement des entreprises agricoles et non agricoles et la création d'emplois dans les zones rurales, tout en tenant compte des aspects culturels et des diverses exigences à respecter pour que les jeunes, les femmes et les peuples autochtones puissent devenir des entrepreneurs prospères.
 - Objectif stratégique 3: Appuyer les efforts déployés par le gouvernement pour rendre les dépenses et les investissements publics dans les zones rurales plus efficaces, plus efficaces et plus équitables, et notamment: offrir des méthodes et des outils à l'efficacité démontrée pour analyser les politiques et suivre leur application; poursuivre la concertation avec le gouvernement sur les politiques et la coopération technique; et établir/maintenir les cadres susceptibles de garantir la participation de la société civile et des autres parties prenantes des zones rurales au dialogue sur les politiques publiques.
42. Ces objectifs seront atteints dans le cadre de projets financés par des prêts et des dons du FIDA, complétés par des initiatives du gouvernement, des partenaires de la coopération internationale et du secteur privé. La stratégie du FIDA en El Salvador sera articulée autour des axes suivants: i) identification des partenaires susceptibles de reproduire à plus grande échelle les activités et les réalisations; ii) promotion de la participation du secteur privé au renforcement et au développement des entreprises rurales ainsi qu'à la génération d'emplois; et iii) ouverture à l'égard des approches novatrices, notamment en ce qui concerne les dispositifs de coordination des politiques, les solutions technologiques d'adaptation au changement climatique et les mécanismes de gestion des risques et des catastrophes naturelles.

C. Perspectives d'innovation

43. En adoptant une approche du développement rural à la fois multisectorielle et intersectorielle, le nouveau COSOP ouvre la voie à l'innovation dans les domaines suivants: i) établissement/renforcement des liens et du dialogue avec le secteur privé à des fins d'investissement dans des initiatives potentiellement axées sur le marché; ii) introduction de solutions technologiques et de pratiques agricoles novatrices pour surmonter les problèmes à long terme tels que l'instabilité des conditions météorologiques, le changement climatique et la dégradation de l'environnement; iii) renforcement de l'esprit d'entreprise chez les petits exploitants pauvres; et iv) perfectionnement des méthodologies permettant d'améliorer l'aptitude des organisations de producteurs à gérer les aspects économiques dans des environnements économiques où les transactions sont complexes.
44. Placer les jeunes au rang des groupes cibles prioritaires signifie qu'il faut, et que c'est l'occasion ou jamais de le faire, moderniser les stratégies d'intervention et concevoir de nouvelles modalités de développement des entreprises, afin d'attirer les jeunes et d'en faire des parties prenantes et des chefs de file de la transformation du monde rural.
45. Dans le domaine de l'égalité hommes-femmes, les possibilités d'innover portent notamment sur l'amélioration de la qualité de la participation des femmes. À cet effet, il faut redoubler d'efforts pour encourager les femmes à se lancer dans des activités rémunératrices et à accéder aux rôles liés à la prise de décisions et aux compensations.
46. L'attention accordée aux peuples autochtones et les options de développement économique qui répondent à leurs besoins constitueront une innovation à la fois pour le FIDA et pour El Salvador.

D. Stratégie de ciblage

47. En accord avec les priorités des politiques nationales, et compte tenu des particularités d'El Salvador, la stratégie de ciblage sera axée sur:

- a) les zones rurales caractérisées par de fortes concentrations de familles pauvres pratiquant l'agriculture; et
 - b) certaines familles parmi les ménages ruraux pauvres, en particulier les familles dirigées par une femme ou composées de jeunes ou de membres de peuples autochtones.
48. La pauvreté et la problématique hommes-femmes sont les premiers aspects considérés, mais le processus de ciblage tiendra compte aussi des critères subsidiaires suivants lors de la sélection des zones prioritaires: i) potentiel productif (accessibilité, infrastructure, terres arables, niveau de connaissances); ii) vulnérabilité face au changement climatique (fréquence des phénomènes météorologiques extrêmes, instabilité climatique); et iii) maillage organisationnel (présence d'associations communautaires, de coopératives et autres organisations de producteurs, d'ONG, d'organisations de la société civile).
49. On définira des axes d'intervention qui optimisent l'inclusion des jeunes, des femmes et des peuples autochtones en tant que parties prenantes de la stratégie du FIDA en El Salvador.

E. Articulation au niveau des politiques

50. Le FIDA établira des liens étroits avec les instruments politiques publics définis dans le Plan quinquennal de développement 2015-2019, notamment:
- le Plan pour l'agriculture familiale, et plus particulièrement les composantes liées aux filières de production agricole et à l'innovation;
 - le Système de protection sociale universelle, et plus particulièrement les programmes liés à la sécurité alimentaire et nutritionnelle, à la protection sociale, et au développement de l'esprit d'entreprise chez les femmes et les jeunes; et
 - le Programme national de régénération des écosystèmes et des paysages, et plus particulièrement les interventions visant à promouvoir la résilience et les techniques d'adaptation face au changement climatique.

V. Gestion du programme

A. Gestion du COSOP axé sur les résultats

51. Le suivi du COSOP-AR sera assuré par les moyens suivants:
- a) suivi périodique et vérification des indicateurs figurant dans la matrice des résultats du COSOP-AR, à l'aide des instruments officiels du FIDA; et
 - b) établissement de liens entre les systèmes de suivi-évaluation des projets et les systèmes du Ministère de l'agriculture et de l'élevage.
52. Une première évaluation du COSOP-AR sera menée 18 mois après l'approbation de celui-ci par le Conseil d'administration. Ensuite, des examens annuels, un examen à mi-parcours et un examen final seront réalisés, conformément aux directives du FIDA en la matière.

B. Gestion du programme de pays

53. Le chargé de programme de pays, qui est affecté au bureau du FIDA au Guatemala, pilotera l'élaboration et l'exécution des projets et des activités, conformément aux dispositions des politiques institutionnelles du FIDA et aux directives stratégiques de la Division Amérique latine et Caraïbes. Une équipe de consultants sera chargée de la supervision directe du programme et de l'appui à son exécution.
54. Compte tenu des enseignements tirés de l'expérience, les objectifs prioritaires sont les suivants:

- a) veiller à la mise en œuvre de stratégies différenciées à l'intention des groupes cibles prioritaires (jeunes, femmes et peuples autochtones);
- b) renforcer la coordination et l'intégration entre les projets financés par le FIDA et le Ministère de l'agriculture et de l'élevage, par l'intermédiaire de la Direction générale du développement rural;
- c) recenser les possibilités d'étayer le programme de pays par des initiatives régionales et internationales financées et/ou promues par le FIDA;
- d) resserrer les liens entre la concertation sur les politiques publiques et la pratique;
- e) promouvoir la gestion des savoirs en qualité d'outil pour la reproduction à plus grande échelle; et
- f) encourager l'intégration régionale entre initiatives de développement rural.

C. Partenariats

- 55. Au sein du gouvernement, le Ministère des finances et le Ministère de l'agriculture et de l'élevage sont les principaux partenaires du FIDA en ce qui concerne la gestion et l'exécution des programmes et des projets.
- 56. S'agissant du nouveau cycle du COSOP-AR, le FIDA associera au dialogue d'autres organismes publics, notamment le Secrétariat technique du Bureau du Président, le Ministère de l'économie, le Ministère de l'environnement, l'Institut salvadorien de réforme agraire, la Commission nationale sur les micro- et petites entreprises, la Banque de développement agricole et l'Institut national de la jeunesse.
- 57. Le Conseil de la coopération agricole est une plateforme de concertation sur les politiques et de coordination stratégique. Le dialogue avec la société civile se poursuivra dans les instances suivantes: la Commission sur l'agriculture familiale, le Groupe de dialogue sur les questions rurales, le Conseil des femmes rurales, le Réseau national de la jeunesse rurale et le Front agraire national, outre des universités, des centres de recherche et des ONG.
- 58. Le FIDA s'efforcera d'intensifier la concertation et la coopération financière et opérationnelle avec d'autres institutions financières internationales, notamment: la Banque interaméricaine de développement, la Banque mondiale, la Banque centraméricaine d'intégration économique et la Société andine de développement, dont les portefeuilles de projets recèlent de nombreuses possibilités de synergie et de complémentarité.
- 59. Dans une perspective d'intégration régionale, le FIDA renforcera son dialogue avec des institutions telles que le Conseil agricole d'Amérique centrale du Système d'intégration de l'Amérique centrale et le Programme régional de développement rural.
- 60. On élargira les relations avec le secteur privé, et notamment on s'attachera à renforcer les liens avec la Fondation des entrepreneurs pour l'action sociale, les chambres de commerce, les associations commerciales et les groupes de sociétés tels que Walmart et Grupo Calleja, et on étudiera la possibilité d'établir des partenariats public-privé.

D. Gestion des savoirs et communication

- 61. Les activités de gestion des savoirs dans le pays viseront principalement:
 - i) l'amélioration de l'efficacité et de l'efficacités des investissements publics et privés; et ii) la reproduction à plus grande échelle des meilleures pratiques issues des projets du FIDA, lors de l'élaboration des politiques publiques.
- 62. Les domaines de gestion des savoirs qui présentent le plus d'intérêt en El Salvador sont les suivants: i) gestion administrative et financière des projets; ii) jeunesse et

problématique hommes-femmes; iii) concertation sur les politiques; iv) entreprises rurales; v) expériences novatrices; et vi) changement climatique.

63. Les dons du FIDA seront liés à la stratégie de gestion des savoirs, de manière à renforcer l'efficacité du programme de pays.
64. L'image du FIDA sera associée en permanence aux questions majeures qui se posent dans les zones rurales du pays, et le FIDA collaborera avec le Ministère de l'agriculture et de l'élevage en ce qui concerne les activités de communication destinées à promouvoir l'impact des projets auprès de différents publics.

E. Cadre de financement SAFP

65. Le programme de pays a déjà reçu 45 millions d'USD destinés aux opérations du FIDA en cours d'exécution. En 2013, l'évaluation réalisée dans le cadre du Système d'allocation fondé sur la performance (SAFP) a abouti à l'attribution d'une note moyenne de 4,21 (sur une échelle de 1 à 5). Cette note sous-tend l'allocation de 4,29 millions d'USD pour 2013, 3,91 millions d'USD pour 2014 et 3,91 millions d'USD pour 2015, avec une allocation indicative totale de 12,12 millions d'USD pour la période 2013-2015. Une somme approximative de 12 millions d'USD devrait être mise à disposition pour chacun des deux cycles SAFP suivants (2016-2018 et 2019-2021).
66. Il est important de souligner que, compte tenu de sa vulnérabilité et de ses besoins en matière d'environnement, le pays pourrait bénéficier de financements du Fonds pour l'environnement mondial et du Programme d'adaptation de l'agriculture paysanne (ASAP). En recourant à ce type de source, le FIDA s'efforcera d'accroître le financement total mis à la disposition du programme de pays. El Salvador est déjà sur la liste des bénéficiaires potentiels de l'ASAP et il devrait recevoir approximativement 5 millions d'USD pour 2015.

Tableau 1

Calcul de l'allocation SAFP pour la première année du COSOP-AR (2014)

<i>Indicateurs</i>	<i>Notes de la première année du COSOP-AR</i>
A i) Dispositif politique et juridique encadrant les organisations rurales	4,88
A ii) Dialogue entre le gouvernement et les organisations rurales	4,50
B i) Accès à la terre	3,88
B ii) Accès à l'eau à usage agricole	3,69
B iii) Accès aux services de recherche et de vulgarisation	4,33
C i) Conditions propices au développement des services financiers ruraux	4,50
C ii) Climat de l'investissement pour les entreprises rurales	4,58
C iii) Accès aux marchés des intrants et des produits agricoles	4,25
D i) Accès à l'éducation dans les zones rurales	5,06
D ii) Représentation des femmes	4,00
E i) Affectation et gestion des fonds publics en faveur du développement rural	4,56
E ii) Responsabilité, transparence et corruption dans les zones rurales	4,50
Somme des notes cumulées	193,75
Moyenne des notes cumulées	4,39
<i>Notation des projets à risque (PAR) 2014</i>	4
<i>Note SAFP du pays (2013)</i>	4,22
Allocation pour 2013-2015 (en dollars des États-Unis)	12,4 millions

F. Risque et gestion des risques

67. Le risque principal est que le cadre de politiques publiques sur lequel repose le présent COSOP ne soit pas mis en place comme prévu dans le Plan quinquennal 2010-2015; pour atténuer ce risque, on assurera avec le Ministère de l'agriculture et de l'élevage et avec le Ministère des finances un suivi permanent du portefeuille, et on appuiera le réaligement des projets financés par le FIDA sur les politiques effectivement mises en place par le gouvernement.
68. Une éventuelle mauvaise coordination entre institutions publiques constitue un autre risque, lequel sera atténué au moyen de la création continue d'occasions de dialoguer.
69. Le pays est fortement exposé aux risques environnementaux de portée mondiale et, pour y remédier, il faudra promouvoir les initiatives en faveur de la protection de l'environnement et de l'adaptation au changement climatique, et faciliter l'accès du pays aux fonds mis à disposition au niveau mondial.
70. Les risques en matière d'insécurité seront limités par un investissement plus substantiel dans la jeunesse, un appui en faveur d'une action de plaidoyer menée auprès des autorités nationales, et l'élaboration de plans d'intervention d'urgence à l'intention des populations rurales.
71. Les projets à risque compromettent le portefeuille du pays et ont des incidences négatives sur le développement rural. La concertation à trois entre le FIDA, le Ministère de l'agriculture et de l'élevage et le Ministère des finances, associée à de solides missions d'appui au suivi et à l'exécution seront des éléments de la stratégie mise en œuvre pour limiter et gérer les projets à risque.

Apéndice I. Proceso de consulta del COSOP

A. Introducción y context

1. El proceso de preparación del COSOP constó de varias actividades:

- a. Revisión de estudios técnicos y documentos de política económica y social incluyendo estudios sobre pobreza rural, naturaleza de la economía rural, agricultura familiar, y programas de desarrollo rural del gobierno.
- b. Elaboración de una caracterización y diagnóstico de la pobreza rural, de la ruralidad salvadoreña, del contexto macroeconómico, y de los programas de gobierno para promover el desarrollo rural y avanzar en la reducción de la pobreza.
- c. Presentación de dicho diagnóstico a las autoridades del gobierno de El Salvador y representantes de grupos interesados y beneficiarios actuales y potenciales de los programas del FIDA con el objetivo de obtener reacciones y comentarios acerca de la validez de dicho diagnóstico.
- d. Preparación de un borrador inicial por el equipo de INCIDE bajo la dirección del CPM.
- e. Mejoramiento del documento con comentarios del CPMT.
- f. Validación del contenido del documento por el Gobierno de El Salvador y por los directivos de FIDA.

B. Diálogos en el país

2. El Instituto Centroamericano de Investigaciones para el Desarrollo y el Cambio Social (INCIDE) junto a la coordinación de FIDA en El Salvador organizaron nueve talleres de diálogo sectorial durante la semana del 16 al 20 de septiembre del 2014. El proceso de consulta para la elaboración del COSOP-RB incluyó la realización de nueve diálogos intersectoriales y gubernamentales, y entrevistas individuales. Los sectores que participaron en los talleres de diálogo fueron: comunidades y pueblos indígenas, cooperación internacional (IICA, AECID, CATIE, UE, AACID, PMA, BID, PNUD, UNFPA), mujeres rurales, sector privado, organizaciones campesinas, grupo de diálogo rural (GDR), sector gubernamental (MINEC, CONAMYPE, DIGESTYC, STPP, MAG), Ministerio de Agricultura y Ganadería, y jóvenes rurales. La participación en dichos talleres ascendió a 130 personas.
3. Se consideró que los talleres eran una de las fuentes de información más importante para la elaboración del COSOP-RB. Para aprovecharlos al máximo, se determinaron los siguientes objetivos:
 - a. Compartir y discutir los resultados de los estudios preliminares de base para la elaboración del RB-COSOP para El Salvador.
 - b. Identificar las necesidades prioritarias de los grupos rurales con el fin de determinar oportunidades y modalidades de participación por parte del FIDA.
 - c. Identificar las ventajas comparativas del FIDA en el país, como organismo financiero internacional especializado en el desarrollo rural y la reducción de la pobreza.
 - d. Identificar las posibilidades de participación de las distintas organizaciones invitadas dentro de la implementación de los programas existentes y futuros, financiados por el FIDA.

4. Cada taller se desarrolló en un promedio de tres horas que fueron distribuidas de la siguiente manera: a) Presentación de los resultados de los estudios preliminares para la elaboración del COSOP-RB (aproximadamente 45 minutos). INCIDE fue el responsable de la presentación y el contenido de la discusión que incluyó tanto los hallazgos de interés general así como contenidos específicos adaptados a la naturaleza del grupo de discusión particular; b) Presentación al grupo de una serie de preguntas indicativas que incluían tanto preguntas comunes para todos los grupos así como preguntas adaptadas a la naturaleza del grupo de discusión particular; c) Discusión y participación individual y en grupo de los asistentes para dar respuestas y comentarios a las preguntas indicativas. Se tomaron notas en las sesiones de discusión con el objetivo de captar no solo la información específica que se presentó, sino también, el sentido general de la cada temática. Así mismo, las discusiones fueron grabadas en forma digital y los archivos fueron analizados y su contenido utilizado en la elaboración de este COSOP-RB.
5. Las consultas realizadas a los participantes de los diálogos fueron sobre: las áreas prioritarias y componentes principales de una estrategia de desarrollo rural, la situación de los pobres rurales, la reducción de la pobreza en las zonas rurales, los principales beneficiarios y participantes de la estrategia de desarrollo rural, actividades que deben ser prioridad para una estrategia de desarrollo rural y de reducción de la pobreza rural, proyectos en curso que pudieran hacer acompañamiento a una estrategia de desarrollo rural, políticas y proyectos.
6. Dentro de la consulta realizada se obtuvo los siguientes mensajes centrales: (a) las políticas implementadas para la reducción de la pobreza rural no han sido suficientes para erradicar el problema; (b) las estrategias a implementar deben incluir un componente de organización territorial para una mejor y efectiva coordinación entre los actores involucrados; (c) incentivar la creación de un sistema de abastecimiento de granos básicos; (d) iniciativas que permitan el desarrollo de actividades agrícolas no tradicionales; (e) debilidad en los compromisos por parte del gobierno y de la comunidad internacional al no fomentar una estrategia de desarrollo rural, (f) la violencia en la zona rural se ha convertido en un nuevo factor de estancamiento, por ende debe ser incorporado a toda estrategia dirigida a fomentar el desarrollo de dicha zona; (g) se observaron problemas en cuanto al diseño e implementación de los proyectos desarrollados por FIDA, debe haber una mejor coordinación entre FIDA y gobierno para que sea una intervención conjunta y sin contradicciones dentro del territorio.
7. El CNE (Comité Nacional de Estrategia=CPMT Nacional) compuesto por representantes el MAG, Secretaría Técnica de la Presidencia de la República, representantes de mujeres, jóvenes, organizaciones campesinas, institutos de investigación y organizaciones de la sociedad civil, se reunieron en dos momentos para validar el diagnóstico y estrategia del presente COSOP.

Apéndice II. Country economic background: El Salvador

Land area (km 2 thousand)	21.041	GNI per capita (USD / AM)	3693.43
Total population (million)	6.340	GDP per capita growth (annual %)	0.99
Population density (people per km2 of land area)	301.34	Inflation, consumer prices (annual %)	0.76
Local currency: U.S. Dollar (USD)			
Social Indicators		Economic Indicators	
Population growth (annual %)	0.68	GDP (USD million)	24259.1
Crude birth rate (per thousand people) 2012	20.242	GDP growth (annual %)	
Crude death rate (per thousand people) 2012	6.523		2001 1.71
Infant mortality rate (per thousand live births) 2012	13.6		2013 1.68
Life expectancy at birth (years) 2012	72.10	Distribution of GDP by sector	
Total labor force (million) 2012	2708794	agriculture value added (% of GDP)	10.84
Female labor force as % of total 2012	41.59	industry value added (% of GDP)	26.95
Education		manufacturing value added (% of GDP)	20.17
School enrollment, primary (% gross) 2012	112.60482	services value added (% of GDP)	62.20
Adult literacy rate (% age 15 and above) 2011	85.49	Consumption	
Nutrition		General government final consumption expenditure (as % of GDP)	11.95
Depth of food deficit (kilocalories p/person p/day)	78	Household final consumption expenditures, etc. (as % of GDP)	92.36
Malnutrition prevalence, height for age (% of children under 5) 2008	20.60	Gross domestic savings (as % of GDP)	-4.31
Malnutrition prevalence, weight for age (% of children under 5) 2008	6.59	Balance of Payments (USD million)	
Health		Merchandise exports (2012)	5339.1
Health expenditure, total (as % of GDP) 2012	6.71	Merchandise imports (2012)	10269.7
Physicians (per thousand people) 2010	1.596	Balance of merchandise trade (2012)	-4930.6
Population using improved water sources (%) 2012	90.1	Current account balance (% of GDP) (2012)	-5.28
Population using improved sanitation facilities (%)	70.5	Current account balance (current US\$) (2012)	-1257.5
Agriculture and Food		Foreign direct investment, net (2012)	-515.8
Food imports (% of merchandise imports) 2012	16.19	Government Finance	
Fertilizer consumption (kilograms per ha of arable land) (2012)	182.24	Cash surplus/deficit (as % of GDP) (2012)	-0.77
Food production index (2004-06 = 100) (2012)	116.57	Total expense (% of GDP) (2012)	20.57
Cereal yield (kg per ha) (2012)	2782.21	Present value of external debt (as % of	49.50

		GNI) (2012)	
Land Use		Total debt service (% of GNI) (2012)	5.02
Arable land as % of land area (2011)	32.09	Lending interest rate (%)	n/a
Forest area as % of total land area (2011)	13.64	Deposit interest rate (%)	n/a
Agricultural irrigated land as % of total agric. land (2007)	2.14		

Apéndice III. Marco de Gestión de los Resultados del RB-COSOP – El Salvador – 2015-2019

ALINEAMIENTO DE LA ESTRATEGIA DE PAÍS	RESULTADOS PRINCIPALES DEL COSOP			OBJETIVOS INSTITUCIONALES Y DE POLÍTICAS
Estrategia, políticas y programas de reducción de pobreza	Objetivos Estratégicos del RB-COSOP	Resultados que el FIDA desea influenciar	Indicadores	
<p>PAF - Plan de Agricultura Familiar.</p> <p>Fin: reducir los niveles de pobreza rural mediante la generación de riqueza y bienestar de las familias que desarrollan la agricultura familiar en los territorios priorizados</p>	<p>Fin: reducir los niveles de pobreza rural mediante la generación de riqueza y bienestar de las familias que desarrollan la agricultura familiar en los territorios priorizados.</p>	<p>. Reducción del 10% de desnutrición crónica en niños y niñas menores de dos años en las familias participantes del proyecto.</p> <p>. Reducción de un 12% de los niveles de pobreza extrema y relativa en el área rural mediante la implementación del PAF.</p>	<p>. Nivel de desnutrición crónica en niños (RIMS).</p> <p>. Nivel de pobreza extrema por metodología de activos (RIMS).</p>	<p>. Fortalecer las políticas, programas e iniciativas de apoyo a procesos productivos sustentables y con enfoque en el desarrollo de capacidades de resiliencia al cambio climático.</p> <p>. Fortalecer la inclusión democrática de jóvenes, mujeres y pueblos indígenas en los procesos económicos.</p> <p>. Promover la participación de la agricultura familiar en el diálogo de políticas públicas.</p>

<p>Objetivos PAF:</p> <ul style="list-style-type: none"> . Incrementar la disponibilidad, acceso y consumo de alimentos a través de la mejora de los sistemas de producción y abastecimiento de las familias rurales. . Proveer el conocimiento y las tecnologías que demanden los actores de las cadenas de valor agropecuarias, necesarias para aumentar y sostener su competitividad en el mercado. 	<p>Objetivo Estratégico O1:</p> <ul style="list-style-type: none"> . Mejorar el acceso de los(as) agricultores(as) familiares a los recursos, tecnologías e informaciones para desarrollar una agricultura sostenible y con mayor adaptación al cambio climático. 	<ul style="list-style-type: none"> . Incremento del 10% en la producción de la agricultura familiar. . 10% de hogares rurales pobres que aumentan la producción y el consumo de alimentos debido al acceso a las políticas y programas públicos ejecutados en el contexto del PAF. 	<ul style="list-style-type: none"> . Nro. de agricultores(as) familiares que desarrollan una agricultura sustentable y fortalecen su resiliencia al cambio climático (M&E programas MAG-FIDA). . Nro. de agricultores(as) familiares que mejoran la productividad. 	
<p>Objetivos PAF:</p> <ul style="list-style-type: none"> . Incrementar el nivel de ingresos netos de las familias rurales a través del mejoramiento de la competitividad de los negocios rurales y el encadenamiento agro productivo. . Establecer los mecanismos de coordinación e incentivos con las empresas del sector privado, para fomentar los negocios 	<p>Objetivo Estratégico O2:</p> <ul style="list-style-type: none"> . Promover el empoderamiento económico de la juventud, mujeres rurales y pueblos indígenas. 	<ul style="list-style-type: none"> . Incremento en un 10% de los ingresos netos de los(as) agricultores(as) familiares participantes del proyecto. 	<ul style="list-style-type: none"> . Nro. de agricultores(as) familiares que tienen acceso a los mercados, desagregados por jóvenes, mujeres y pueblos indígenas (M&E programas MAG-FIDA). . Nro. de puestos de trabajos creados en los emprendimientos 	

entre la gran empresa y las pequeñas y medianas asociaciones de agricultores familiares.			de la agricultura familiar. . % de incremento de los ingresos obtenidos por los(as) agricultores(as) familiares a través de los emprendimientos económicos.	
	Objetivo Estratégico O3: . Contribuir con los esfuerzos del gobierno para mejorar la eficiencia, eficacia y equidad del gasto e inversión pública para el desarrollo rural.	. Por lo menos 1 plataforma de la agricultura familiar mantiene diálogo constante con los tomadores de decisión sobre las políticas públicas.	. Nro. de alianzas estratégicas generadas en favor del desarrollo rural en el entorno del proyecto. . Nro. de mecanismos de diálogo de políticas fortalecidos con la participación de jóvenes, mujeres y pueblos indígenas.	
INDICADORES CLAVES				
Población (2013) Población 6,290,420 ⁸ Población Rural: 2,374,708 (37.8%)				

⁸Encuesta de Hogares y Propósitos Múltiples (EHPM)

<p>Indicadores económicos (2013): Ingreso per cápita: US\$556.16⁹</p> <p>Indicadores de pobreza (2013): Población en pobreza: 29.6% del total de la población Población en pobreza extrema: 7.1% Población en pobreza relativa: 22.5% Población rural en pobreza: 36% del total de la población. Población rural en pobreza extrema 9.8% del total de la población. Población rural en pobreza relativa: 26.2% Población indígena: 0.2%¹⁰</p> <p>Indicadores de Desarrollo Humano: Índice de Desarrollo Humano (2013) 0.662 (se sitúa al país en la posición 115). Coeficiente Gini (2010): 48.33¹¹</p>				
--	--	--	--	--

⁹ Por hogar mensual
¹⁰ CEPAL
¹¹ Banco Mundial

Apéndice IV. Previous COSOP results management framework

Lineamientos de la estrategia de país	Resultados clave			Institucional / Objetivos de la política
Estrategia de reducción de la pobreza	Objetivos Estratégicos	Indicadores de resultado	Indicadores de hitos	Agenda
<p>Reducción de la pobreza a través del desarrollo de las zonas rurales pobres de una manera medioambiental y económicamente sostenible, dando prioridad a aquellas zonas con altos niveles de marginación mediante la implementación de programas y políticas que desarrollen las potencialidades y oportunidades locales.</p>	<p>Desarrollo de las zonas rurales pobres de El Salvador mediante una mejora en los ingresos y capital social y desarrollo comunal.</p>	<p>Mejoramiento en la pobreza per cápita en las áreas del proyecto en un % específico de los grupos beneficiados.</p> <p>Incrementar los ingresos de los beneficiarios en un % específico</p>	<p>Población objetivo identificada por FIDA.</p> <p>Actividades identificadas en donde es posible el incremento de ingresos y la generación de empleo.</p>	<p>Dar como prioridad en la agenda gubernamental la reducción de la pobreza y el desarrollo de las zonas rurales.</p> <p>Continuar con los programas gubernamentales ya existentes.</p>
	<p>Desarrollo de organizaciones de base y empoderamiento de las mujeres rurales, y la participación en actividades de desarrollo local y regional</p>	<p>Mejoramiento en los ingresos provenientes de las actividades agrícolas y no agrícolas.</p> <p>Mejorar el manejo de recursos naturales.</p>	<p>Número de beneficiados por los programas de gobierno en las zonas de la estrategia.</p>	<p>Promoción de una coordinación institucional entre Gobierno y agencias privadas.</p>
	<p>Mejorar los programas del Gobierno que buscan el alivio de la pobreza mediante una mejor asignación de la población objetivo</p>	<p>Mejorar la equidad de género en las áreas de la estrategia.</p> <p>Diversificación de las actividades agrícolas.</p>	<p>Metodologías diseñadas para la sistematización de experiencias en la implementación de los programas de desarrollo rural.</p>	<p>Desarrollo de mecanismos institucionales que permitan una mejor interacción entre los diferentes grupos involucrados en la implementación de la estrategia.</p>
	<p>Apoyar esfuerzos del Gobierno para aliviar la pobreza rural</p>			<p>Coordinación institucional a nivel local.</p>

Apéndice V. Acuerdo en el punto de culminación de la EPP

CPE agreement at completion point

El COSOP 2001 de El Salvador no contempló todo el ciclo de revisiones y una evaluación formal al momento de su terminación en el año 2008. Sin embargo, si se realizó la primera revisión, la cual se sistematizó en unas notas de revisión realizadas el 19 de junio de 2002, las cuales muestran el siguiente análisis.

A. Portfolio/Project Specific Findings

1. IFAD's portfolio in El Salvador is relatively young: except for the Agriculture Credit Project which belongs to IFAD's first generation of projects (and which falls into a period prior to the present External Review), IFAD's portfolio began in the early 1990s. It very much reflects the country's high priority needs of reconstruction, rural development and poverty alleviation in war torn areas - this followed, and was clearly in response to, the post conflict situation that emerged from the Peace Treaty between the GOES and the FMLN reached at the beginning of 1992. Additionally, the portfolio of projects reflects a thrust toward reestablishment of extension and financial services. But perhaps most notable was the strong participation of NGOs and CBOs, the intensive promotion of gender equity, and the attention to conservation and management of natural resources. The projects of the 1990s also demonstrated a clear poverty focus as evidenced by the fact that they cover areas within the five poorest departments of the country. Finally, natural calamities (earthquake, hurricane) that occurred later in the 1990s introduced additional challenges to the already difficult rural development.

Results/Impact

1. The two projects (PRODAP I – closed, and PROCHALATE – to be closed shortly) for which interim evaluation reports are available showed, overall, satisfactory results, with a number of outstanding features, but also some weaknesses. Possibly their main contribution is not in the nature of IFAD's normal rural development assistance. Rather IFAD demonstrated a most valuable ability to contribute to conflict resolution in the context of projects that relied largely on local NGOs composed of former enemies. Initially this was a hesitant process but over time seems to have turned out critically effective for mending a torn social fabric. PROCHALATE considers that the main benefit of the project was that it serves' as a model for the transition from a situation of armed conflict to a process of peace and national reconstruction'. Looking at the experience of both PRODAP I and PROCHALATE, the impacts were felt eventually in:

- improved physical and financial assets at the level of participating communities,
- farmers and "micro-entrepreneurs";
- increased human assets through training, literacy program (PRODAP);
- major improvements on gender issues as evidenced in more equitable relations between men and women, especially at the family level;
- exceptional involvement of local NGOs/CBOs for project execution though the sustainable development of CBOs was uneven and not always successful;
- PROCHALATE pioneered the participation of private rural service providers;
- good improvements in agriculture production, especially through crop diversification - though at considerably lower increases in yields than anticipated;
- PROCHALATE found that poor farmers proceed with their crops only after they have signed contracts with their clients (supermarkets, restaurants etc.);
- better nutrition has resulted not least from small species production;
- increased recognition of environmental aspects (e.g., afforestation, use of appropriate techniques including application of organic fertilizers);
- major impact at the level of community organization, especially in the generation of local capacity for management and execution of community works.

2. The results from the rural financial services turned out less successful. While access to credit improved considerably, the credit programs were not sustainable on the basis of what were quite traditional approaches - though in PROCHALATE an effort was made to use local S&L cooperatives, so far limited to urban areas in El Salvador.
3. While recognizing the important achievements, the GOES and IFAD considered that for PRODAP different project elements had attained varying degrees of sustainability, and agreed 1999 on a second IFAD intervention designed to consolidate the project's results by capitalizing on the investments made and on the lessons learned. The project elements not found sustainable were the already mentioned credit program, but also the extension-farmer training activities as well as some marketing and micro-enterprise components (which, according to the comments received from the Government, will be strengthened). At the time of the Interim Evaluation of the PROCHALATE project, the focus was on the actions needed to complete the project successfully rather than on a "final" evaluation - thus the prospect for eventual sustainability was not fully assessed. In this project, the credit component also was problematic, but micro-enterprises turned out rather successful.

Project Related Organization and Management Issues

4. As to Supervision, IFAD played its role in the policy dialogue with the GOES in relation to the implementation of the 1992 Peace Treaty through its own staff. This was beyond the capacity of the CIs (BCIE for PRODAP I, and UNOPS for the other projects) which concentrated on standard supervision administration. In doing its work, BCIE benefited from the close-by presence (HQ in Honduras and a small field office in El Salvador). Importantly, supervision benefited from the HQ (Costa Rica) and local office of the Regional Unit of Technical Assistance (RUTA) when it came to the projects' technical aspects.
5. IFAD made major efforts to involve cofinanciers in these projects. This was particularly the case with PROCHALATE which evolved directly from the 1992 Peace Treaty and received important support from other donors (mainly the EU which alone provided the equivalent of about 70% of IFAD funding). The successful guidance of this joint effort proved to be, for some time, a major challenge which required a good deal of IFAD and CI attention.
6. Monitoring and evaluation focused mainly on implementation/inputs. When it came to (quantified) indicators for impact assessments, the available evaluation reports lack specificity. This should improve under the provisions included in the two most recent projects.
7. The available evidence suggests a strong commitment from the GOES to all IFAD funded projects, reflecting a close and effective dialogue with a broad spectrum of El Salvador authorities.

Relevance and Consistency with IFAD Strategies

8. The El Salvador portfolio since the 1990s mirrors well the evolving IFAD strategies. Indeed, the evidence suggests that the projects contain important elements preceding the eventual development of IFAD strategies, i.e., they may in some respects be viewed as pioneers in the development of IFAD's strategies. This is true in particular regarding (i) the attention given to women in rural development projects (with gender being viewed as a matter to be addressed jointly for women and men), (ii) the involvement of NGOs and CBOs in managing IFAD-funded activities, and (iii) the drawing on local organizations to provide services for the projects. Moreover, IFAD's involvement in the post-conflict reconciliation process at the local level appears like a model case. (In this context, it is worth noting that some IFAD managers have pointed out that El Salvador, unlike some African countries with serious post-conflict situations, was able to maintain a certain financial stability, thereby enabling IFAD to support projects without disruptions).

Policy Dialogue and Partnership

9. While the policy dialogue with the GOES centered around the reconciliation process, there were other fields where IFAD's operational activities opened important avenues for policy dialogue. The need for national reconciliation, particularly in conflict-torn rural areas, offered a good opportunity for IFAD to develop and promote a programmatic approach and to use its broad experience in addressing rural poverty. This appears to have been done with considerable impact. At the same time IFAD was able to develop further its approaches to rural development in El Salvador when addressing gender aspects or involving NGOs/CBOs.
10. Partnership has been high on IFAD's agenda in El Salvador. As already pointed out this was true both at the level of domestic and external partners. As an example of the latter, it is worth noting that IFAD has taken a proactive role vis-à-vis the World Bank and the GOES to obtain the participation of the former as a co-financier into the recent Reconstruction and Rural Modernization project - a good illustration of IFAD's advantage to act as a pilot agent for a rural development approach that may then be replicated by/with others on a larger scale.

Consistency with Evolving Strategy

11. Overall there is good consistency with IFAD's evolving strategy as reflected in the recent IFAD strategy documents. As noted, in El Salvador IFAD has in some respects been leading rather than following the institution's strategies, particularly when it comes to gender mainstreaming in rural development and the development/use of community organizations and NGOs. On the other hand, more may possibly be needed with respect to achieving success in the application of rural financial services.

CONCLUSION/SUGGESTIONS FOR ERT CONSIDERATION

16. The ERT may wish to focus on the following aspects of IFAD's experience in El Salvador:

- (i) the contribution of IFAD to rural development in a post-conflict situation;
- (ii) the approaches developed to gender issues;
- (iii) the difficulties faced in developing sustainable rural financial service system;
- (iv) IFAD's special efforts made to disseminate results of its efforts in El Salvador.

Apéndice VI . Project pipeline – concept note

“Rural Adelante”

- National Programme for Rural Economic Transformation -

A. Background

The level of poverty in El Salvador remains high and the economy shows signs of weakness, including low levels of saving and investment, poor competitiveness and limited growth of gross domestic product. However, in recent years the Salvadoran economy has slowly begun to recover: it grew by 2 per cent in 2011, 1.6 per cent in 2012 and 1.9 per cent in 2013, and growth in 2014 is estimated at 2.1 per cent. The agricultural sector remains a dynamic sector of the Salvadoran economy: the figures indicate that over the last decade it accounted for approximately 12 per cent of GDP. In most cases the sectoral growth rate has outstripped the aggregate growth rate of the economy. However, many challenges remain, including citizen insecurity, which acts as a constraint on the country's social development and economic growth and negatively impacts the quality of life, especially in rural areas.

Despite the importance of the agriculture, livestock, forestry, fishing and aquaculture sector, public investments needed to maintain growth rates and further reduce rural poverty have not been made. Such investment in the rural sector would reduce citizen insecurity, increase food security and lessen El Salvador's environmental vulnerability, especially that resulting from a high degree of environmental degradation, meteorological instability and the challenges arising from climate change. In recent years, the economic and social damage caused by environmental phenomena associated with weather instability and climate change have been considerable. A further consideration is the effective absence of a generational succession that would foster the involvement of young people and the renewal of rural leadership.

The new Government of El Salvador has made productive transformation, and consequently the economic transformation of the rural sector, a priority. This priority is being addressed specifically through the Ministry of Agriculture and Livestock, which administers the Family Farming Plan as a platform for policies and programmes that contribute to this national goal. This proposal for the design and implementation of a new project is intended to tackle structural and strategic factors in order to contribute to the achievement of national goals, which are aligned with IFAD objectives and strategic priorities for the rural sector.

B. Possible geographic area of intervention and target groups

El Salvador is divided geographically into four regions: western, paracentral, central and eastern. The first phase of the project will target the eastern region of the country because it has the highest poverty rates and is part of the “dry corridor”. In the second stage the project will be extended to the other regions. To start from the poorest and most difficult regions is obviously a strategic choice made by IFAD, stemming from the guidelines issued by its board.

The areas of El Salvador most affected by natural phenomena have been the eastern and paracentral regions, where, according to the Ministry of Agriculture and Livestock, farmers lost 100 per cent of their crops in 2014 as a result of drought. There is extreme poverty in all 262 municipalities of the eastern region, and in 32 there is severely extreme poverty.

Aligned with the policies and strategies of the National Government, the Ministry of Agriculture and Livestock and the Family Farming Plan, geographic targeting will take into account the concentration of poor family farmers and focus on populations most affected by poverty and climate change.

Beneficiaries will include both women and men in the context of family farming, but the project will prioritize the participation of women, youth and indigenous peoples involved in associated initiatives.

C. Rationale

The new Government, which took office in late June 2014, intends to promote a productive transformation in order to generate more income and job opportunities for Salvadorans. In this context, rural activities, especially in the agricultural sector, have taken on a high level of importance with regard to economic and social policies.

The strengthening of the Family Farming Plan is intended to consolidate policies benefitting rural populations, to whom the country owes a historical debt.

Creating opportunities for young people –men and women-- is crucial to solving the country's social and economic problems. Violence affects youths both as perpetrators and as victims and has escalated to unprecedented levels, jeopardizing the livelihoods of rural populations. Moreover, engagement of rural youth who wish to participate actively in rural economic development, and rural development itself, require an effort to innovate, add value and enhance competitiveness, sustainability and profitability. This engagement will take a different form from that of earlier generations, however, because today's youth have had greater opportunities for education and contact with technology and media. Youngsters have also different cultural standards, consumption patterns, interests and expectations. Their personal skills may be outside traditional agriculture boundaries, as their areas of interest are not necessarily on the local traditional crops and animal husbandry. They tend to be more entrepreneurial, impatient regarding the results and willing to take higher risks than their parents and ancestors. Attractiveness is crucial to involve young people, and this requires opened views for the conception and design of project activities and implementation.

Facing the challenge of having youth as protagonists of productive transformation in rural areas will therefore require coordination and alignment of efforts of different government and non-governmental institutions, private sector and international organizations to provide training and capacity development in different areas, enhance access to productive assets, develop innovative technological and organizational solutions, opening new market channels, dealing with violence, mobilizing funds and identifying investments opportunities.

It is not only extreme weather events (floods, droughts, hurricanes, etc.) that have affected the rural economy. The gradual rise in temperatures has also caused losses in agricultural production, and structural changes will be needed in order to adapt to the new circumstances. For example, new varieties of coffee and new production practices will need to be developed in order to produce at higher altitudes. Similarly, production practices in wet lowland areas must be adapted to increased rainfall concentrated in shorter periods.

The three IFAD operations currently under way in the country have generated significant human and social capital, which will be crucial to the qualitative leap forward to which the country aspires in order to revitalize rural productive capacity and entrepreneurship by strengthening profitable economic initiatives, culminating in a better quality of life for rural populations, especially youth, women and indigenous peoples.

D. Project objectives

The aim of the project is to reduce levels of rural poverty by generating wealth and well-being for families engaged in family farming in priority areas through promotion of sustainable rural business run by rural poor families and communities.

The overall objective of the project is to bring about sustainable increases in agricultural and non-agricultural rural income for farmers (both male and female) in the project area and to facilitate their adaptation to climate change.

This process will be facilitated by the implementation of Family Farming Plan and public investments on productive transformation, and will benefit from both the involvement of partners from the private sector partners and the on-going policy dialogue with other institutions / stakeholders acting in rural development in the country.

E. Harmonization and alignment

The government plan for 2014–2019 establishes productive transformation as one of the key elements for sustainable income generation for poor families in the country.

The Ministry of Agriculture and Livestock is formulating a sectoral policy that will guide the sector's actions for the next five years as part of the government plan. Under this policy the main sectoral challenge is to become a dynamic source of economic growth, income generation, employment, food security and poverty reduction. The sectoral policy comprises five strategic areas:

- Food and nutrition security and sovereignty;
- Increased competitiveness of agricultural, forestry, fishing and aquaculture chains;
- Strengthening of social equity and inclusion (for women, youth and indigenous peoples);
- Environmental sustainability, climate change mitigation and adaptation;
- Improved institutional technical and financial capacity of the Ministry of Agriculture and Livestock, the National Centre for Agricultural and Forestry Technology (CENTA), the National School of Agriculture (ENA) and the Salvadoran Institute for Agrarian Reform (ISTA).

The activities proposed under the "Rural Adelante" project are consonant with all aspects of the policy that the Ministry of Agriculture and Livestock will be promoting in the next five years. Moreover, the proposed project is aligned with the following priorities and policies:

- (a) The Family Farming Plan (PAF), especially in activities related to the production chain and linkage between trade and the industry and innovation. The project will contribute to the goal of reducing rural poverty levels by generating wealth and well-being for rural families.
- (b) The National Ecosystem and Landscape Restoration Programme (PREP). Project activities will facilitate implementation of the agreement between the Ministry of Agriculture and Livestock and the Ministry of Environment and Natural Resources to promote techniques for climate change adaptation.
- (c) The Policy for the Promotion of Productive Diversification and Transformation (PFDTP) under the Ministry of Economy. The project will be aligned with the components for promotion of national productive development, export diversification and productive transformation, which seek in a complementary manner to encourage production in response to local and international demand in sectors with clear comparative advantages.

- (d) The Universal Social Protection System, particularly the following programmes: the “Glass of Milk” programme (food and nutrition security); Rural Community Solidarity (social protection); School Feeding Programme (food and nutrition security); “Ciudad Mujer” programme for women (gender); Support Programme for Micro and Small Enterprises through the National Commission for Micro and Small Enterprise (CONAMYPE).
- (e) In addition, IFAD will coordinate with the following public institutions: Ministry of Economy, Technical Secretariat of the Office of the President, Ministry of Health, Ministry of Education, Ministry of Environment and Natural Resources, Secretariat for Social Investment, and Social Investment Fund for Local Development.

F. Components and activities

1. Promoting sustainable and profitable agricultural production and climate change adaptation

Outcome 1.1. Farmers will have instruments, information and appropriate technology for sustainable management of natural resources and adaption to climate change.

Outcome 1.2. Family farmers will have strengthened capacity as a result of quality and timely technical assistance that includes the promotion of environmentally sustainable processes.

Outcome 1.3. Family farmers will have succeeded in implementing their plans for sustainable management of natural resources through a mechanism for public and private investment.

The objective of this component is to increase productive potential in order to enhance food security and strengthen rural businesses. The strategy to achieve this objective is to foster sustainable and profitable production techniques and practices, encouraging the sustainable management of natural resources and promoting climate change adaptation techniques. ,.

This component will include technical assistance, training, technology transfer, knowledge management, water and soil conservation techniques, scientific research, certification schemes and promotion of value chains.

2. Promotion of collaborative approaches to rural business development

Outcome 2.1. Family farmers will have formulated viable business strategies and plans, leveraging market opportunities for both agricultural and non-agricultural products and services.

Outcome 2.2. Family farmers will have strengthened their businesses through quality technical assistance that includes promotion of environmentally sustainable processes.

Outcome 2.3. Family farmers will have succeeded in implementing their business plans through a mechanism for public and private investment.

The objective of this component is to promote rural business amongst rural poor in order to generate and increase rural income. The strategy to fulfil this objective is to identify, promote and strengthen the capacities and strategies needed for sustainable development of rural businesses, at family, community and local / regional level, promote greater economic diversification targeted at potential markets and facilitate public and private investments.

This component will include strengthening of non-financial business development services; development of entrepreneurial capacities; strengthening of

cooperativism and the formation of associations and alliances; promotion of business partnerships; use of technology; market research and development and trade promotion; design of business plans with a territorial development approach; identification of opportunities for investment through remittances; fostering of partnerships with financial service providers; and co-financing of business initiatives.

3. Facilitation of inclusive public policy dialogue on rural development

Outcome 3.1. El Salvador will have forums and platforms for institutional cooperation to foster sustainable rural development.

Outcome 3.2. Institutions and service providers working in rural areas will have enhanced capacity to support rural businesses more effectively.

Outcome 3.3. The public policy dialogue in support of sustainable rural development will have been strengthened and integrated with knowledge management processes.

The objective of this component is to strengthen a public policy framework that is favourable to the comprehensive development of capital (human, social, business and professional) and sensitive to the urgent challenges posed by climate change. Such policies will be oriented towards facilitating the development of activities among rural populations, in particular youth, women and indigenous peoples, by encouraging greater involvement in the design, implementation, monitoring and evaluation of innovative public policies.

This component will include activities to strengthen networks of youth, women, indigenous peoples and campesino organizations; institutional capacity-building; knowledge management; promotion of multisectoral partnerships; interministerial dialogue within the Government; strengthening of mechanisms for dialogue among rural populations, the Government and the private sector; and studies and evaluations of the impact of policies, programmes and projects for rural development.

These three components will be implemented with the underlying aim of strengthening human and social capital among young people in order to bring about productive and economic transformation in the rural areas targeted by the project. Salvadoran young people in rural areas will be encouraged to participate as entrepreneurs and innovators in rural production, business and political processes with a view to generating an inclusive, competitive, profitable and sustainable economic dynamic.

G. Costs and financing

For a six-year implementation period, the total project cost has been estimated at approximately US\$32 million, as shown in the following table:

Year Phase	Financing Millions US\$	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
Phase I	12.0 IFAD 5.0 ASAP 1.5 Benef. 0.5 Gov. <hr/> 20.0 Total	EB	Country- level approval	Year 1 implem.	Year 2 implem.	Year 3 implem.	Year 4 implem.	Year 5 implem.	
Phase II	12.0 IFAD <hr/> 12.0 Total		EB	Country- level approval	Year 1 implem.	Year 2 implem.	Year 3 implem.	Year 4 implem.	Year 5 implem.
Overall Total	32.0								

The breakdown of costs among the various components will be detailed during the design process.

H. Organization and management

The project will be implemented by the Ministry of Agriculture and Livestock through a project coordination unit.

I. Monitoring and evaluation

The project will follow IFAD's requirements and those of the Ministry of Agriculture and Livestock with regard to design, monitoring and evaluation of public programmes and projects. A plan for monitoring, evaluation and knowledge management will be formulated and will include a matrix of objectives, a framework of indicators and outcomes and an evaluation strategy. That plan is expected to generate inputs for knowledge management by compiling, systematizing and analysing the main lessons learned from the implementation of the project and thus providing technical elements for its replication or scaling-up.

J. Risks

Potential risks for the project include: (i) changes in the priorities of the Government of El Salvador, (ii) discontinuation of the Family Farming Plan, (iii) severe natural or climatic events that affect the project, (iv) uncontrolled violence, (v) economic shocks that affect agricultural production and productivity and/or lead to deceleration of local and regional economies.

K. Timing

Once feedback and approval has been received from the Operational Strategy and Policy Guidance Committee (OSC), it is expected that project preparation can be carried out between February and October 2015. The project proposal could then be submitted to the IFAD Executive Board at its December 2015 session

L. Marco Lógico del proyecto

JERARQUIA DE OBJETIVOS	INDICADORES CLAVES DE DESEMPEÑO	MEDIOS DE VERIFICACIÓN	ASUNCIÓN Y RIESGOS
<p>Fin: Reducir los niveles de pobreza rural mediante la generación de riqueza y bienestar de las familias que desarrollan la agricultura familiar en los territorios priorizados.</p>	<ul style="list-style-type: none"> . Nivel de desnutrición crónica en niños (RIMS). . Nivel de pobreza extrema por metodología de activos (RIMS). . Condiciones de vida (habitación y acceso a bienes y servicios de primera necesidad) 	<ul style="list-style-type: none"> . RIMS . RIMS 	<ul style="list-style-type: none"> . El gobierno salvadoreño sigue fortaleciendo las políticas sociales y promoviendo oportunidades económicas para las poblaciones más vulnerables.
<p>Objetivo de Desarrollo del Proyecto: Incrementar de forma sostenible las fuentes de ingresos rurales agrícolas y no agrícolas de los(as) agricultores(as) familiares del área de proyecto y facilitar su adaptación al cambio climático.</p>	<ul style="list-style-type: none"> . % de incremento de los ingresos obtenidos por los(as) agricultores(as) familiares a través de los emprendimientos económicos, desagregados por jóvenes, mujeres y pueblos indígenas. 	<ul style="list-style-type: none"> . M&E programas MAG-FIDA. 	<ul style="list-style-type: none"> . El MAG sigue fortaleciendo el eje de empoderamiento económico de las poblaciones rurales, con especial enfoque en procesos productivos sustentables.
<p>Componente 1: Fomento de la producción agrícola sustentable y rentable y adaptación al cambio climático.</p>			
<p>Resultado 1.1: Los(as) agricultores(as) cuentan con instrumentos, información y tecnología apropiada para el manejo sustentable de los recursos naturales y del cambio climático.</p>	<ul style="list-style-type: none"> . No. de agricultores(as) familiares que desarrollan una agricultura sustentable y fortalecen su capacidad de adaptación al cambio climático. . No. de hectáreas restauradas por el manejo sustentable de los 	<ul style="list-style-type: none"> . M&E programas MAG-FIDA. . M&E programas MAG-FIDA. 	<ul style="list-style-type: none"> . El gobierno salvadoreño mantiene su foco de fortalecer las prácticas ambientalmente sostenibles. . Las instituciones de asesoría y los proveedores de servicio están

<p>Resultado 1.2: Los(as) agricultores(as) familiares tienen su capacidad fortalecida a través de una asistencia técnica de calidad y oportuna y que contempla el fomento de procesos ambientalmente sustentables.</p> <p>Resultado 1.3: Los(as) agricultores(as) familiares logran implementar sus planes de manejo sustentable de los recursos naturales a través de un mecanismo de inversión en bienes públicos y privados.</p>	<p>recursos naturales.</p> <p>. No. de agricultores familiares que reciben asistencia técnica para el uso de nuevas tecnologías y prácticas agrícolas sustentables</p> <p>. No. de agricultores(as) familiares que han adoptado nuevas tecnologías de producción sustentable.</p> <p>. Número de planes de manejo sustentable implementados a nivel individual y colectivo, en espacios públicos y privados.</p>	<p>. M&E programas MAG-FIDA.</p> <p>. M&E programas MAG-FIDA.</p> <p>. M&E programas MAG-FIDA.</p>	<p>interesados en la gestión de conocimiento y desarrollo de capacidades sobre medioambiente y cambio climático.</p> <p>.Las tecnologías ambientalmente sustentables mantienen su contribución a la mayor productividad y rentabilidad de los negocios rurales.</p> <p>Las demás condiciones para la adopción de las tecnologías y prácticas sustentables están presentes.</p> <p>Los fondos públicos y privados están disponibles para financiar los planes de manejo</p>
<p>Componente 2: Promoción del desarrollo empresarial rural asociativo</p>			
<p>Resultado 2.1: Los(as) agricultores(as) familiares logran definir su estrategia y planes de negocio viables aprovechando oportunidades de mercado por productos y servicios, agrícolas y no-agrícolas.</p>	<p>. No de planes de negocio viables y bancables identificados.</p>	<p>. M&E programas MAG-FIDA. . Estudio de línea de base.</p>	<p>. El MAG sigue trabajando para creación de un ambiente favorable a los negocios rurales.</p> <p>. Los(as) agricultores(as) familiares están comprometidas con una buena gestión de los negocios con enfoque en la rentabilidad.</p> <p>. El mercado financiero ofrece</p>

<p>Resultado 2.2: Los(as) agricultores(as) familiares tienen sus negocios fortalecidos a través de una asistencia técnica de calidad y que contempla el fomento de procesos ambientalmente sustentables.</p> <p>Resultado 2.3: Los(as) agricultores(as) familiares logran implementar sus planes de negocios a través de un mecanismo de inversión en bienes públicos y privados.</p>	<p>. No de emprendimientos de la agricultura familiar que reciben asistencia técnica para la implementación de los planes de negocio.</p> <p>. No de planes de negocios que tienen bienes co-financiados por el proyecto.</p>	<p>. M&E programas MAG-FIDA.</p> <p>. Estudio de línea de base.</p> <p>. M&E programas MAG-FIDA.</p> <p>. Estudio de línea de base.</p>	<p>servicios adecuados a las necesidades de los(as) agricultores(as) familiares.</p> <p>. El mercado de proveedores de servicios no financieros es capaz de ofrecer asesoría cualificada y apropiada a los(as) agricultores(as) familiares.</p>
<p>Componente 3: Facilitación del diálogo inclusivo de políticas públicas sobre el desarrollo rural</p>			
<p>Resultado 3.1: El Salvador cuenta con espacios y plataformas de cooperación institucional en favor del desarrollo rural sostenible.</p> <p>Resultado 3.2: Instituciones y proveedores de servicios que intervienen en el ámbito rural tienen sus capacidades fortalecidas para apoyar de forma más eficaz emprendimientos rurales.</p>	<p>. Número de espacios fortalecidos o creados que generan aportes estratégicos a un ambiente favorable al desarrollo rural sostenible;</p> <p>. Número de alianzas estratégicas generadas entre actores.</p> <p>. Nivel de satisfacción de los clientes/usuarios con los servicios recibidos.</p>	<p>. M&E programas MAG-FIDA.</p> <p>. Estudios específicos a las plataformas y espacios.</p> <p>. M&E programas MAG-FIDA.</p> <p>. Evaluaciones sobre capacidades institucionales.</p>	<p>. El gobierno salvadoreño mantiene su apertura de construir diálogos abiertos multisectoriales;</p> <p>. El sector privado tiene interés de desarrollar relaciones estratégicas con el gobierno y con la sociedad civil;</p> <p>. La participación y el involucramiento de los(as) agricultores(as) familiares son facilitados de forma intencional y transparente;</p> <p>. Los diferentes actores logran identificar, priorizar y construir</p>

<p>Resultado 3.3: El diálogo de políticas públicas en favor del desarrollo rural sostenible está fortalecido e integrado con los procesos de gestión de conocimiento.</p>	<p>. Número de políticas, programas o proyectos elaborados, aprobados, implementados, monitoreados o evaluados con la participación de los diferentes sectores que intervienen en el ámbito rural.</p>	<p>. M&E programas MAG-FIDA. . Publicaciones oficiales del gobierno salvadoreño.</p>	<p>acuerdos sobre los puntos de la agenda estratégica en favor del desarrollo rural.</p>
---	--	---	--

Expediente principal 1: La pobreza rural y las cuestiones relativas a los sectores agrícola y rural

Áreas Prioritarias	Grupo Afectado	Problemas Principales	Acciones Necesarias
<p>Baja productividad y rentabilidad de los(las) agricultores(as) familiares y campesinos. Situación que provoca bajos niveles de producción de alimentos para uso en el hogar y para el mercado, además de provocar niveles de ingresos por debajo de la línea de pobreza.</p>	<ul style="list-style-type: none"> • 1.15 millones de mujeres viven en situación de pobreza, lo que representa el 35.8% de la población femenina • 1.21 millones de mujeres viven en el área rural, lo cual representa el 51% de la población rural y el 19.2% de la población total • 499 mil mujeres viven en situación de pobreza rural, es decir, el 41.35% de la población femenina rural • El 15.11% de la población femenina total vive en pobreza rural • El 17.2% de la población femenina rural trabaja en el sector agrícola y el 36.8% en el sector comercio 	<ul style="list-style-type: none"> • Bajos niveles de educación de la población rural. • La pequeña agricultura produce en condiciones precarias. • Altos precios de los insumos en general en el país, en comparación a países de la región. • Asistencia técnica muy generalista y de baja a media calidad. • Limitado de acceso a tierras. El alquiler no contempla contratos por más de un año. • Limitado acceso a crédito, por las garantías que solicitan las entidades financieras a los(las) agricultore(as) familiares . • Pocos espacios de comercialización nacional y de exportación de productos tradicionales y orgánicos. 	<ul style="list-style-type: none"> • Mayores esfuerzos para desarrollar el extensionismo agrícola pertinente y de alta calidad, intentando utilizar talentos locales • Apoyar la transformación del agro, a través de la inversión en obras de infraestructura de alto impacto, maquinaria y equipamiento. • Mayor acceso a financiamiento y en condiciones justas, que tomen en cuenta la rentabilidad del sector. • Crear instrumentos de política pública productivas que tomen en cuenta la incorporación de las mujeres en este sector. • Fortalecer las organizaciones de mujeres para fomentar el empoderamiento. • Mayor coordinación entre las instituciones dedicadas al desarrollo rural.
<p>Vulnerabilidad económica y ante los altos indicadores de violencia en el país.</p>	<ul style="list-style-type: none"> • La población joven es de 1.87 millones, lo cual representa el 29.7% de la población total • 693 mil jóvenes viven en el área rural, es decir, el 36.7% de estos • El 38.3% de los jóvenes del área rural viven en situación de pobreza, lo que representa un 14.2% de la población total 	<ul style="list-style-type: none"> • Alto nivel de migración de los jóvenes debido a problemas de inseguridad y falta de oportunidades económicas • Baja calidad educativa y discontinuidad de los estudios • Perdida del identidad cultural • Pocos recursos y oportunidades de participación en el sector agrícola • Poco interés de los jóvenes en trabajar en la agricultura, ya que no es llamativo el modelo de agricultura tradicional • Bajo nivel de participación de los jóvenes en los procesos de definición de políticas públicas y de toma de decisión. 	<ul style="list-style-type: none"> • Acelerar iniciativas de combate a la delincuencia • Crear una demanda de trabajo juvenil acorde a la experiencia, conjuntamente con el sector privado • Apoyo a los planes de desarrollo de MIPYMES para jóvenes • Apoyo educativo a este sector y creación de nuevos espacios de participación donde puedan desenvolverse integralmente a través de programas territoriales • Diseño e implementación de estrategias, políticas y programas de acceso a mercados, que les permita desarrollar negocios sostenibles y rentables • Crear organizaciones juveniles que apoyen y orienten a otros jóvenes • Fomentar la participación de los jóvenes en los procesos de definición de políticas públicas.

<p>El cambio climático y la creciente variabilidad climática asociada representan una amenaza sin precedentes para el agro en El Salvador.</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Los(las) agricultores(as) familiares pierden sus cosechas por sequías y/o inundaciones. 	<ul style="list-style-type: none"> • El suelo está debilitado, y consecuentemente la restauración de suelos es clave para dinamizar la agricultura. • Los insumos químicos debilitan más la tierra. • No hay sistematización de opciones de prevención y resiliencia ante los efectos del cambio climático. 	<ul style="list-style-type: none"> • Cambiar el foco de atención de la política agropecuaria por la producción de corto plazo a su sostenibilidad en el mediano plazo, masificando prácticas agroforestales y de agricultura sostenible que permitan al mismo tiempo mejorar la infiltración y regulación hídrica; restaurar el suelo; ampliar la cobertura vegetal permanente; proteger la biodiversidad y recuperar ecosistemas críticos; ampliar los sumideros de carbono para mitigar el cambio climático; mejorar la salud humana y garantizar la seguridad alimentaria. • Desarrollar un robusto sistema de M&E de alcance nacional de todas las variables asociadas a los temas mencionados, ampliando significativamente y aprovechando mejor las capacidades que ya existen en el MARN. • Establecer un modelo de extensión agropecuaria afinado y controlado territorialmente, basado en extensionistas locales, con el CENTA jugando un papel de apoyo de segundo piso. • Inversiones críticas que apoyen las tecnologías de producción: plantas de compostaje y biofertilizantes; tratamiento de aguas servidas y su reúso en la agricultura; reservorios de agua; riego eficiente; etc. • Buscar financiaciones públicas y privadas específicas al tema de medioambiente y adaptación al cambio climático para una agricultura sostenible. • Un gran esfuerzo institucional para ampliar y mejorar la coordinación, colaboración y sinergias entre el Ministerio de Agricultura y Ganadería (MAG) y el Ministerio de Medio Ambiente y Recursos Naturales (MARN), así como su fortalecimiento conjunto.
--	---	--	---

Expediente principal 2: Matriz de organizaciones

Institución	Fortalezas	Debilidades	Oportunidades/Amenazas
Sector Público			
Ministerio de Economía (MINEC)	<ul style="list-style-type: none"> *Entidad con disponibilidad de fondos para el área de desarrollo productivo. *En los últimos años ha contado con un mayor presupuesto. *Entidad vinculada al desarrollo de la mediana, micro y pequeña empresa. *El Ministerio tiene dentro de su estructura a la Unidad de Encadenamiento Productivo, encargada de fortalecer y optimizar las cadenas productivas a nivel nacional mediante la implementación de los programas y/o actividades que potencien el desarrollo del enfoque de valor en cadenas e incrementen la competitividad de las mismas a nivel nacional y regional. 	<ul style="list-style-type: none"> *No es reconocida como la conductora estratégica del desarrollo de las micro y pequeñas empresas, pese a que es la única institución encargada del desarrollo de dicho sector. *Los recursos asignados al MINEC para el desarrollo productivo son muy limitados. 	<ul style="list-style-type: none"> *En los últimos 5 años, la institución ha cambiado de funciones y ha sido reestructurada para fortalecerla y darle más protagonismo. *El cambio de autoridades puede influir negativamente en el fortalecimiento institucional.
CONAMYPE	<ul style="list-style-type: none"> *Institución encargada de fortalecer y desarrollar a la micro y pequeña empresa para lograr un desarrollo económico justo, democrático, sostenible y con enfoque de género a nivel territorial, con el fin de crear sinergias que potencien la competitividad y contribuir activamente al crecimiento del país a través de la generación de empleo e ingresos. 	<ul style="list-style-type: none"> *Presupuesto insuficiente para la creciente demanda de servicios. *Ser la única institución responsable del desarrollo de la MYPE. 	<ul style="list-style-type: none"> *No tener suficiente cobertura a nivel nacional. *No ser vista como la entidad conductora y responsable del desarrollo de las MYPE.
Ministerio de Agricultura (MAG)	<ul style="list-style-type: none"> *El Ministerio de Agricultura tiene como misión facilitar y dinamizar el proceso de desarrollo sostenible del sector en los ámbitos Agropecuario, Forestal, Pesquero, Acuícola y Rural, a través de servicios efectivos, con el fin de contribuir al bienestar de la población salvadoreña y en especial de la familia rural. 	<ul style="list-style-type: none"> *Presupuesto muy bajo para la creciente demanda. *La institución tiene muchas demandas coyunturales que atender, factor que lo desliga de sus líneas estratégicas. *Personal técnico con poca capacitación ante un mundo globalizado y cambiante. 	<ul style="list-style-type: none"> *Una institución con riesgo de ser politizada y sujeta a grandes presiones políticas y sociales. *Convertirse en la institución encargada del diseño e implementación de la política de desarrollo rural.
ISTA	<ul style="list-style-type: none"> *Institución que está en relación directa con comunidades organizadas. *Tiene trabajo conjunto con el Ministerio de Agricultura y Ganadería. 	<ul style="list-style-type: none"> *Bajo presupuesto que le impide comprar tierras y distribuir las entre la población rural pobre. *Por muchos años fue utilizada como un instrumento político partidario. *Institución muy burocratizada y con personal mal remunerado. 	<ul style="list-style-type: none"> *Una institución con vulnerabilidad a ser politizada. *Con los incentivos adecuados puede convertirse en una institución eficiente para avanzar en la reducción de la desigualdad de la tenencia de la tierra.
Centro Nacional de Tecnología Agropecuaria y Forestal (CENTA)	<ul style="list-style-type: none"> *Es la institución encargada de contribuir al incremento de la producción y productividad del sector agropecuario y forestal, mediante la generación y transferencia de tecnología apropiada para cultivos, especies animales y recursos naturales renovables; que posibiliten la satisfacción de las necesidades alimentarias de la población, las exportaciones y la agroindustria local; propiciando el ingreso de los productores, el manejo racional y sostenido de los recursos naturales y la conservación del medio ambiente. 	<ul style="list-style-type: none"> *Falta difusión de las tareas realizadas. *La planeación y decisiones están establecidas bajo una estructura centralizada. Poco personal y creciente personal joven sin experiencia suficiente. 	<ul style="list-style-type: none"> *Con el entrenamiento y capacitación adecuada el CENTA puede convertirse en una oficina fundamental para la transformación y modernización de la agricultura salvadoreña.

	*Asesora al Ministerio de Agricultura y Ganadería, en la formulación de la política nacional de desarrollo científico y tecnológico agropecuario y forestal.		
Ministerio de Medio Ambiente y Recursos Naturales (MARN)	*Es la institución rectora de la gestión ambiental nacional, que promueve una cultura ciudadana para recuperar el medio ambiente y reducir los riesgos socio-ambientales.	*Es considerada como una de las instituciones que provocan retrasos en la ejecución de proyectos debido a la tardanza de los permisos medioambientales.	*La institución ha sido modernizada y fortalecida para un mejor funcionamiento, de igual forma la capacidad tecnológica con la que cuenta actualmente le da una ventaja comparativa con los países de la región.
Secretaría de Inclusión Social	*Institución que vela por las políticas públicas enfocadas al sector mujeres. *Es la institución que actúa como órgano de coordinación entre Secretarías de Estado y otras entidades adscritas al Ejecutivo, propiciando un enfoque de derechos humanos en la formulación de políticas públicas, dando seguimiento al cumplimiento de los acuerdos y resoluciones de los Comités y Comisiones de su competencia y en los que forma parte; y asesorar al Presidente de la República en el desempeño de su gestión para promover la inclusión social y la equidad.	*Los esfuerzos de la Secretaría se reducen a solo un proyecto: "Ciudad Mujer", aunque de manera creciente ha ido extendiendo sus actividades para capacitar y dotar de activos productivos a las mujeres (crédito, asistencia técnica, etc.)	*La equidad de género va más allá de la reivindicación de derechos a mujeres, existen otros sectores afectados que el proyecto Ciudad Mujer no toma en cuenta.
Secretaría Técnica de Planificación	*Su principal función es velar por la viabilidad técnica de las principales acciones gubernamentales, de su quehacer se destacó en el período presidencial 2009-2014, la coordinación de los gabinetes de gestión económica y de gestión social y la asesoría al presidente de la república en la toma de decisiones estratégicas en materia económico-social.	*En la nueva gestión gubernamental se le asignan responsabilidades mayores en el área económica y de inversiones y se le limitan aquellas relacionadas con la coordinación del área social.	*El programa de apoyo productivo a pequeños productores (PAIPPE) que implementaba la STP ha dejado de ejecutarse y se espera que se transfiera al MAG.
FISDL	*Institución ejecutora de programas que buscan como objetivo principal la reducción de la pobreza y promover el desarrollo local.	Es la principal unidad ejecutora de los programas sociales del gobierno y presenta una sobrecarga de trabajo que influye negativamente en la ejecución de los proyectos. Con el tiempo se ha burocratizado.	Debido a la falta o insuficiencia de fondos públicos, los programas sociales que benefician a la población rural pobre pueden verse afectados negativamente.
Ministerio de Educación	*Institución encargada de llevar a cabo la política educativa del gobierno de El Salvador. *En los últimos años se fortaleció la institucionalidad del Ministerio y se incrementó su presupuesto para un mejor desempeño y cobertura.	*A pesar del fortalecimiento presupuestario, aún no es suficiente para cumplir a pleno los objetivos del Ministerio. Es una institución altamente burocratizada.	*Existen problemas de ejecución de los fondos que se le asignan, sobre todo de aquellos relacionados con la construcción y mejoramiento de infraestructura.
INJUVE	*Institución encargada de promover el desarrollo integral de la población joven facilitando oportunidades en el marco de sus derechos y deberes.	*Las políticas o programas llevadas a cabo por la institución no son conocidos por la población. *La coordinación entre la institución con organizaciones juveniles se ve opacada por	*Una institución con vulnerabilidad a ser politizada. *Con poca experiencia en el manejo y ejecución de proyectos productivos.

		intereses políticos. *Se encuentra anclada al Ministerio de Gobernación, restándole autonomía.	
Sector Privado			
Grupo Callejas	*Cadena de supermercados que ha logrado impulsar proyectos para pequeños productores, algunos de los productos que distribuyen son comprados directamente a los productores y productoras como por ejemplo mariscos y verduras.	* Sus propuestas y programas para ayudar a los productores agrícolas no toman en consideración el entorno negativo en el que dichos productores producen y trabajan y no consideran aspectos claves como capacitación o innovación.	*Trabajo conjunto entre empresa privada y Ministerio de Agricultura y Ganadería que puede posibilitar alianzas público privadas exitosas. *Sus intereses no necesariamente son coincidentes con los intereses de los pequeños productores y productoras agrícolas.
WalMart	*Es una cadena de supermercados que ha logrado crear enlaces entre los empleados y la comunidad, así como también la inclusión de los proveedores en cadenas de eficiencia y responsabilidad ambiental. *Lleva a cabo programas de Responsabilidad Social Empresarial junto con las pequeñas y medianas empresas (Pymes) proveedoras, además de un programa de voluntariado entre sus empleados.	*Los programas implementados tienen poca concordancia con las iniciativas gubernamentales. Sus propuestas y programas para ayudar a los productores agrícolas no toman en consideración el entorno negativo en el que dichos productores producen y trabajan y no consideran aspectos claves como capacitación o innovación.	*Debido a las diferencias con las iniciativas gubernamentales, puede ser que la visión para el desarrollo de las PYMES sea limitada.
FUNDEMAS	*Entidad que facilita capacitaciones y consultorías en las áreas de Responsabilidad Social Empresarial y emprendedurismo.		*Aumento de empresas que requieren capacitaciones para implementar proyectos en el marco de la Responsabilidad Social Empresarial.
Asociaciones Civiles			
OXFAM	Organizadora de programas enfocados a la lucha contra la pobreza, llevando a cabo programas de soberanía alimentaria, equidad de género, derecho al agua, entre otras.	Su campo de actuación es limitado en términos de participantes y de territorios.	Puede tener una mayor incidencia en las áreas en las que se enfoca, al realizar programas directos en comunidades potenciales o afectadas.
Visión Mundial	Contribuye con programas hacia la niñez y la adolescencia, enfatizando el trabajo en habilidades para la vida, medios de vida y liderazgo.	Enfocada en pocas zonas del territorio nacional.	Tiene la capacidad y recursos para extender su ayuda a otros municipios afectados.
FUNDESYRAM	Contribuye con programas sociales enfocados a mejorar el nivel de vida de jóvenes y mujeres del área rural	Los beneficiarios de sus iniciativas se limitan a un mismo grupo de personas.	Fomentar, a través de las capacitaciones y asesoría que brindan, el emprendedurismo de los jóvenes en el área rural.
CRS	Actúa acorde a valores para contribuir a erradicar la pobreza.	No tiene un marco normativo	*Tiene potencial para extender

	La participación de voluntarios/as.	que establezca con claridad el tipo de cooperación que se dará. Tiene un espacio de acción limitado.	sus actividades a una escala mayor.
Save the Children	*Especializada en el tema de ayuda a la niñez que se encuentra en condiciones de pobreza. *Tiene personal capacitado en la agenda de cooperación que posee a nivel mundial	El hecho de ser tan especializada en la niñez le da una visión y actuación restringida del problema social, ya que sus recursos son enfocados solamente a un sector poblacional.	Su agenda reducida puede amenazar con una discordancia entre sus programas y los proyectos o políticas que lleva a cabo el gobierno.
PRISMA	Posee una agenda integral que añade el tema de sostenibilidad medioambiental en los programas de desarrollo rural.	Es una institución con poca influencia en los territorios.	Se ha convertido en un referente nacional y regional en el tema medioambiental y en el diseño de políticas públicas que vinculan pobreza rural con medios rurales.
Organizaciones Campesinas			
CONFRAS	Participación activa dentro del proceso de creación de programas o proyectos por parte del gobierno orientados al sector agrícola	Vulnerable a ser politizado	Amenaza con entorpecer los procesos de gestión de proyectos debido a intereses partidarios
Vía Campesina	Realiza diferentes proyectos como: alfabetización, medición de tierras, camaroneras, emprendedurismo femenino, etc. en coordinación con otras organizaciones salvadoreñas en favor de la población rural.		Vulnerable a ser politizada.
Mesa de Mujeres Rurales	Instancia que vela por el cumplimiento de los derechos al sector de mujeres rurales. Cuentan con el apoyo de ONG´s.	Problemas internos de organización. Ausencia de una agenda sectorial clara y movilizadora	Potencial para convertirse en un espacio importante de diálogo en lo concerniente a la problemática de las mujeres rurales.
Red Nacional de Jóvenes Rurales	Participación activa dentro del proceso de creación de programas o proyectos por parte del gobierno orientada al desarrollo rural.	Red con poca experiencia y con debilidades organizacionales.	Puede convertirse en una red representativa de las mujeres rurales jóvenes.
ANTA	Realiza diferentes proyectos como: alfabetización, medición de tierras, camaroneras, emprendedurismo femenino, etc. en coordinación con otras organizaciones salvadoreñas en favor de la población rural y los trabajadores agropecuarios.	Poca participación dentro del proceso implementación de los programas destinados al fortalecimiento agropecuario.	Vulnerable a ser politizada.
Cooperación Internacional			
Unión Europea			
FAO	Posee experiencia y alto impacto en comunidades rurales sobre seguridad alimentaria y atención a la pobreza. Trabaja con instituciones gubernamentales para el fortalecimiento institucional y el desarrollo rural.	A pesar que posee diferentes programas de agricultura familiar no hay un trabajo conjunto con otras redes.	Dentro de sus programas contribuye con la implementación del Plan de Agricultura Familiar (PAF), el Programa Especial para la Seguridad Alimentaria (PESA) y

			el Proyecto Del Huerto Escolar a la Alimentación Escolar.
PMA	Tiene un público definido y sus estrategias están focalizadas en la seguridad alimentaria.		Trabaja en conjunto con el FIDA y la FAO en programas de disminución de la pobreza y alimentación.
PNUD	Posee programas diversos en desarrollo sostenible. Programas de encadenamiento productivo para zonas que no han desarrollado alternativas de producción agrícola.		Sus programas de desarrollo rural son focalizados y deben de desarrollarse aún más a nivel nacional.
AECID	Involucra en sus proyectos a las instituciones públicas del gobierno central y local, y las del sector privado, como medio de articulación de los esfuerzos y acciones necesarias y estratégicas para impulsar el desarrollo del país.		Apoyo en el financiamiento del Programa Especial de Seguridad Alimentaria (PESA). Trabajo conjunto entre MAG, FAO y otras organizaciones locales para el desarrollo rural. Trabajo descentralizado a través de las agencias de cooperación de AECID.
USAID	Tiene como prioridades la juventud, la prevención de la violencia y temas de democracia.	Cada vez cuenta con menos recursos para financiar proyectos.	Existe la posibilidad de coordinar esfuerzos en los territorios para tener un mejor impacto en términos de reducción de pobreza rural y de desarrollo rural.
BID	Amplia disponibilidad de recursos y profesional calificado para llevar a cabo proyectos en beneficio de sectores perjudicados. Tiene importantes proyectos de apoyo productivo y de infraestructura física y logística	No tiene vínculos ni una articulación efectiva con otras iniciativas productivas.	
BCIE	Promueve la generación de Proyectos de inversión y cataliza recursos para los mismos a través de una amplia gama de soluciones financieras por medio de la intermediación. Promueve la integración y el desarrollo de los países fundadores: Guatemala, Honduras, El Salvador, Nicaragua y Costa Rica. Tiene su sede en Tegucigalpa, Honduras, y cuenta con oficinas regionales en cada país centroamericano.	Poca difusión de las acciones que lleva a cabo.	
Banco Mundial	Amplia disponibilidad de recursos y profesional calificado para llevar a cabo proyectos en beneficio de sectores perjudicados. Disponibilidad de recursos estadísticos de desarrollo económico, social y desarrollo humano. Financia importantes proyectos sociales del Gobierno.	Tiene una agenda internacional y regional que no necesariamente coincide con las prioridades y necesidades locales.	

Expediente principal 3: Iniciativas complementarias de otros financiadores/potencial de alianzas

Donante/agencia de desarrollo	Sectores prioritarios/temas relevantes	Periodo de estrategia actual /se ancla en los objetivos de las estrategias de gobierno	Fuente de financiamiento y año de finalización de proyectos	Complementariedad/potencial de sinergia
La Agencia Española de Cooperación Internacional para el Desarrollo (AECID)	<ul style="list-style-type: none"> Fortalecimiento en capacitación de seguridad alimentaria. Trabajo técnico con mujeres y jóvenes rurales. Trabajo en conjunto con ONG locales para la implementación de proyectos. 	Plan quinquenal 2009-2014		Sinergia con el MAG para financiamiento de Programa Especial de Seguridad Alimentaria (PESA). Sinergia en temas de seguridad alimentaria-
Agencia Andaluza de Cooperación Internacional para el Desarrollo (AACID)	<ul style="list-style-type: none"> Acompañamiento y financiamiento a Programas para mujeres rurales. vulnerabilidad ambiental y desarrollo sostenible. Empoderamiento de las comunidades rurales a través de programas de desarrollo. 	Plan quinquenal 2009-2014	Apoyo a implementación de la Estrategia Centroamericana de Desarrollo Rural Territorial (ECADERT): 500.000,00€	Apoyo en los programas de fortalecimiento de mujeres y jóvenes mediante emprendimientos productivos sostenibles, con visión de economía solidaria. Sinergia en proyectos de promoción de iniciativas de desarrollo sostenible territorial, con participación de jóvenes y mujeres. Apoyo en la los Programas de mejora de las condiciones de vida de las familias rurales.
Banco Mundial	<ul style="list-style-type: none"> Financiamiento a Programas de Agricultura, pesca y silvicultura en general. El financiamiento está orientado a beneficiar a los pueblos indígenas. Referente para bases de datos de desarrollo económico y social del país. 	Plan quinquenal 2009-2014		Sinergia para el acompañamiento de programas orientados a agricultura. Acompañamiento a los Programas de Gobierno a través del financiamiento.
Banco Interamericano de Desarrollo (BID)	<ul style="list-style-type: none"> Financiamiento para fortalecimiento de capacidades en instituciones. 	Plan quinquenal 2009-2014		Sinergias con instituciones gubernamentales para el seguimiento y acompañamiento de proyectos de desarrollo técnico y desarrollo humano.
Banco Centroamericano de Integración Económica (BCIE)	<ul style="list-style-type: none"> Empoderamiento a mujeres a través del desarrollo a la MIPYME. Fortalecimiento en la asistencia técnica, capacitaciones en las comunidades rurales 		<ul style="list-style-type: none"> US\$60,000,000.00), a la República de El Salvador. El organismo ejecutor será Ministerio de Agricultura y Ganadería (MAG). Los fondos provenientes del préstamo serán utilizados 	Sinergia con el Plan Agricultura Familiar (PAF), específicamente en la cadena productiva y capacitación técnica, con el CENTA y el MAG.

	(cooperativas)		por el prestatario para financiar parcialmente el programa "Plan de Agricultura Familiar y Emprendedurismo Rural para la Seguridad Alimentaria y Nutricional (PAF)".	
Organización de las Naciones Unidas para la Alimentación y la Agricultura –FAO-	<ul style="list-style-type: none"> • Empoderamiento de las comunidades rurales. • Fortalecimiento en capacitación y entrega de tecnología Agropecuaria y acuícola • Productividad • Economía y desarrollo sostenible • Combate a la pobreza • Gestión de conocimiento. 	Plan quinquenal 2009-2014	<p>GOES/MAG: 2014</p> <p>Noruega: 2014 FAO:2014 y 2015</p> <p>Gobierno de Brasil: 2015.</p> <p>Unión Europea EUP:2014</p>	<p>Sinergia con el Plan Estratégico Nacional de Seguridad Alimentaria y Nutricional (SAN).</p> <p>Sinergia con el subprograma Producción de Alimentos y generación de Ingresos del Plan de Agricultura Familiar (PAF). Desarrollo de diagnósticos de las estrategias y ejecución de programas del MAG.</p> <p>Sinergias con instituciones gubernamentales para el seguimiento y acompañamiento de proyectos de desarrollo sustentable, seguridad alimentaria, evaluación de políticas, comunidades rurales, desarrollo humano.</p>
Instituto Interamericano de Cooperación para la Agricultura (IICA)	<ul style="list-style-type: none"> • Economía y desarrollo sostenible • Agricultura • Combate a la pobreza • Implementar buenas prácticas agrícolas, • Agricultura sustentable, • Competitividad • Fortalecimiento de las productoras rurales para su autonomía económica. • Fortalecimiento de las capacidades regionales de investigación. 		<ul style="list-style-type: none"> • BID –FONTAGRO: 2014 • Comisión Suiza para el Desarrollo. (COSUDE): 2014 • Provincia china de Taiwán: 2015 • MAG:2015 • Unión Europea:2016 	<p>Sinergia con el Programa Ciudad Mujer, de la Secretaría de Inclusión Social, PRODEMORO-MAG, PROGRAMA DE AGRICULTURA FAMILIAR-CONASAN, 11 municipalidades del territorio de la Bahía de Jiquilisco; políticas públicas.</p> <p>Sinergia con los programas de desarrollo rural del MAG y CENTA</p> <p>Sinergias con universidades de la región oriental.</p>
Agencia de Cooperación Internacional del Japón (JICA)	<ul style="list-style-type: none"> • Implementar buenas prácticas agrícolas, • Agricultura sustentable, • Competitividad • Economía y desarrollo sostenible • Cadenas productivas • Mejoramiento de la comercialización • Fomento de técnicas agrícolas. 	Plan quinquenal 2009-2014	<ul style="list-style-type: none"> • JICA: 2018 	<p>Sinergia con el Plan Agricultura Familiar (PAF), específicamente en la cadena productiva y capacitación técnica, con el CENTA y el MAG.</p>
Programa Mundial de Alimentos (PMA)	<ul style="list-style-type: none"> • Economía y desarrollo sostenible • Agricultura • Mejoramiento de la 	Plan quinquenal 2009-2014	<ul style="list-style-type: none"> • Fundación Howard G. Buffett: 2014 	<p>Sinergia con todos los programas y proyectos del MAG orientados a la cooperación técnica, la implementación del PAF, desarrollo sustentable, desarrollo económico.- Sinergia con productores locales de las comunidades</p>

	comercialización • Fomento de técnicas agrícolas. • Combate a la pobreza • Implementar buenas prácticas agrícolas, • Agricultura sustentable.			(municipios impactados).
Agencia de los Estados Unidos para el Desarrollo Internacional (USAID)	• Asistencia técnica y capacitación en café • Combate a la pobreza a través de la integración productiva.		• USAID : 2018	Sinergia con Technoserve, Smuckers, PIMCO.

Expediente principal 4: Identificación del grupo objetivo, cuestiones prioritarias y posible actuación

Tipología	Causas de la pobreza	Estrategias de respuesta (coping actions)	Necesidades prioritarias	Apoyo de otras iniciativas	Respuesta del COSOP-BR
<p>Pueblos indígenas: Representan el 0.2% (14,500 personas) de la población total de El Salvador.</p>	<p>Escaso acceso a tierras acompañado con dificultades de acceso a créditos y acceso a mercados.</p> <p>Contexto territorial y regional con altos grados de marginación.</p> <p>Bajo acceso a servicios públicos.</p> <p>Ausencia de estrategias de desarrollo productivo aunado a políticas públicas débiles con poca visión</p>	<p>La agricultura tradicional ha sido su fuente de ingresos junto a la fabricación de artesanías. De igual forma las remesas son un aporte significativo.</p> <p>Beneficiarios de transferencias gubernamentales.</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Acceso a tierras. • Acceso a créditos. • Asistencia técnica. • Capacitación sobre la comercialización de sus productos • Espacios de comercialización. • Acelerar iniciativas en combate a la delincuencia. • Apoyo a cadenas productivas y facilitación de acceso al mercado formal. • Ampliar su participación en los procesos de dialogo de políticas 	<p>En julio 2014, el Ministerio de Turismo lanzó el Proyecto "Fortalecimiento de las Capacidades Emprendedoras de las Comunidades Indígenas del Departamento de Sonsonate, El Salvador por medio del Ecoturismo", dicho proyecto tiene como propósito reducir la marginación de las comunidades indígenas de Sonsonate y su inserción productiva a través de una estrategia de integración que consiste en el fortalecimiento de las capacidades de 48 líderes y lideresas de seis comunidades indígenas (Santo Domingo de Guzmán, San Antonio del Monte, Izalco, Nahuizalco, Cuisnahuat y San Julián, Sonsonate) para que puedan coordinar y promover actividades turísticas aprovechando sus recursos locales.</p> <p>En 2014 se plantea el anteproyecto de ley de cultura elaborado por el FMLN, que busca unificar la regulación sobre el patrimonio cultural del país y demás expresiones artísticas, contempla establecer la autonomía de los "pueblos originarios" a fin</p>	<p>El COSOP-BR se enfoca en:</p> <p>Contribuir a que los(las) agricultore(as) familiares, los campesinos, las mujeres, los pueblos indígenas, los jóvenes rurales y el sector cooperativo desarrollen una agricultura sostenible que les permita incrementar de manera sostenida y duradera sus ingresos y su productividad mediante el aumento de sus capacidades de innovación y conocimiento, de una transferencia de tecnología apropiada, de un mayor acceso a la información, de una mayor dotación y mejor uso de activos, de un fortalecimiento de sus capacidades organizativas y comerciales mediante el acceso a los mercados de bienes y servicios y a los servicios públicos.</p>

	del sector.			de producir, desarrollar y difundir sus proyectos, así como rescatar y promover las lenguas ancestrales por cuanto son "bienes constitutivos del patrimonio cultural" del país.	
Jóvenes rurales: Incluye a jóvenes que ya no se dedican a la producción agrícola o ya no la tienen como actividad principal para la generación de ingresos.	Poco acceso al mercado laboral. Inexistencia de políticas públicas que promuevan el desarrollo del sector. Vulnerabilidad ante la violencia. Bajos niveles educativos.	Las remesas se convierten en uno de los componentes más fuertes para la obtención de ingresos.	<ul style="list-style-type: none"> • Diseño de políticas y programas que promuevan mecanismos de organización juvenil. • Políticas que permitan el pleno desenvolvimiento de los jóvenes en las zonas rurales. • Acelerar iniciativas en combate a la delincuencia. • Acceso a empleo. • Capacitación para realizar trabajos técnicos. • Incrementar la participación de los jóvenes en los procesos de toma de decisión 	Apoyo a través de INJUVE (Instituto Nacional de la Juventud). Organismos nacionales e internacionales que apoyan iniciativas destinadas a promover el desarrollo de la población joven (PNUD, CAMARASAL, GIZ, entre otras).	El COSOP-BR se enfoca en: Contribuir a que los(las) agricultore(as) familiares, los campesinos, las mujeres, los pueblos indígenas, los jóvenes rurales y el sector cooperativo desarrollen una agricultura sostenible que les permita incrementar de manera sostenida y duradera sus ingresos y su productividad mediante el aumento de sus capacidades de innovación y conocimiento, de una transferencia de tecnología apropiada, de un mayor acceso a la información, de una mayor dotación y mejor uso de activos, de un fortalecimiento de sus capacidades organizativas y mediante el acceso a los mercados de bienes y servicios y a los servicios públicos. Contribuir al empoderamiento económico y social de la juventud rural y de las mujeres rurales mediante el diseño e implementación de estrategias, políticas y programas participativos de acceso a mercados, de fortalecimiento empresarial y organizacional, de capacitación y formación y del fortalecimiento de vínculos orgánicos con el sector privado nacional e internacional que les permita desarrollar negocios sostenibles y rentables.

<p>Mujeres: Grupo que representa el 52.6% de la población total de El Salvador. En la zona rural el índice de masculinidad es de 0.96, es decir, hay 96 hombres por cada 100 mujeres.</p>	<p>Escaso acceso a tierras acompañado con dificultades de acceso a créditos.</p> <p>Contexto territorial y regional con altos grados de marginación.</p> <p>Bajo acceso a servicios públicos.</p> <p>Acceso limitado al mercado laboral.</p>	<p>Trabajo asalariado en muchos casos trabajos no agrícolas, de igual forma algunas emigran a las zonas urbanas de manera temporal.</p> <p>Son beneficiarias de transferencias realizadas por el gobierno (Comunidades Solidarias Rurales).</p>	<ul style="list-style-type: none"> •Fortalecer las organizaciones de mujeres para fomentar el empoderamiento. •Acceso a créditos. •Acceso a tierras. •Capacitación técnica. •Fortalecer la participación de las mujeres en los procesos de creación e implementación de políticas públicas. 	<p>Apoyo desde CDMYPE con un programa específico que tiene en cuenta las condiciones y limitaciones específicas que enfrentan las mujeres emprendedoras y pequeñas y microempresarias para iniciar sus empresas y que están relacionadas además con su entorno socioeconómico y cultural. Dentro del programa PAIPPE se encuentra el capítulo Mujeres Productivas que marca una iniciativa sin precedentes de organización productiva de mujeres, donde se reconoce su participación en la producción agropecuaria, que contribuye a elevar su calidad de vida y la de sus familias.</p> <p>Ciudad Mujer es un programa impulsado por el Gobierno de El Salvador a través de la Secretaría de Inclusión Social, con el que se garantizan los derechos fundamentales de las mujeres salvadoreñas, a través de servicios especializados como: salud sexual y reproductiva, la atención integral a la violencia de género, el empoderamiento económico y la promoción de sus derechos. Además, se cuenta con un área de atención infantil para que las hijas/hijos sean atendidos mientras sus madres reciben los diferentes servicios.</p>	<p>El COSOP-BR se enfoca en:</p> <p>Contribuir a que los(las) agricultore(as) familiares agropecuarios, los campesinos, las mujeres, los pueblos indígenas, los jóvenes rurales y el sector cooperativo desarrollen una agricultura sostenible que les permita incrementar de manera sostenida y duradera sus ingresos y su productividad mediante el aumento de sus capacidades de innovación y conocimiento, de una transferencia de tecnología apropiada, de un mayor acceso a la información, de una mayor dotación y mejor uso de activos, de un fortalecimiento de sus capacidades organizativas y mediante el acceso a los mercados de bienes y servicios y a los servicios públicos.</p> <p>Contribuir al empoderamiento económico y social de la juventud rural y de las mujeres rurales mediante el diseño e implementación de estrategias, políticas y programas de acceso a mercados, de fortalecimiento empresarial y organizacional, de capacitación y formación y del fortalecimiento de vínculos orgánicos con el sector privado nacional e internacional que les permita desarrollar negocios sostenibles y rentables.</p>
---	--	---	--	--	---